

Démission romaine

Voilà l'Italie plongée dans une nouvelle crise politique, la quarante-huitième depuis la guerre ! Le président du conseil, M. Giovanni Gorla, qui a présenté sa démission le vendredi 11 mars, a jeté l'éponge quelques jours plus tôt que prévu, les tensions entre les cinq partis membres de la coalition gouvernementale s'étant brutalement aggravées.

Judi, le conseil des ministres avait, à une étroite majorité, donné le feu vert à la reprise des travaux de construction de la centrale nucléaire de Montalto-di-Castro, située à une centaine de kilomètres au nord de Rome, qui est à 80 % achevée. Les ministres socialistes, soutenus par les sociaux-démocrates, s'étaient violemment opposés à cette décision, peu compatible à leurs yeux avec le résultat des référendums du 8 novembre dernier plutôt hostile à l'atome industriel.

M. Giovanni Gorla semble avoir exploité cette affaire pour décaler le sursis largement répandu que son départ était en fait dû aux pressions de son propre parti. Lors de la précédente crise mortelle, le 10 février, la démocratie chrétienne n'avait pas caché son désir de procéder à une redistribution des cartes parmi les différents courants qui la composent. Le président du conseil s'était trouvé contraint de reprendre du service, le projet de budget pour 1988 n'ayant pas encore été approuvé par le Parlement. Mais, devant ses amis, il s'était engagé à se démettre sitôt le vote obtenu. Cette situation extrême avait évidemment permis aux partisans - et adversaires - socialistes de clamer que la démocratie chrétienne était le principal facteur d'instabilité politique dans la péninsule.

En démontrant par le biais de la discorde sur le nucléaire, qu'il existe en réalité de très profonds sujets de divergence dans la majorité, M. Gorla s'est ménagé une sortie qui ne manque pas de panache, et il a rendu service à son propre parti, qui ne l'avait pourtant soutenu que du bout des lèvres depuis son accession au pouvoir, le 28 juillet de l'année dernière.

Le fragile gouvernement à cinq de M. Gorla s'est montré impuissant à résoudre nombre de problèmes, entre autres le vague de grèves qui, depuis six mois, paralysent les transports ferroviaires et aériens. De fait, il aura consacré l'essentiel de ses efforts, durant sa courte vie, à la préparation et, finalement, au vote d'un budget lourdement déficitaire, qui n'apporte aucun remède à la dégradation de la conjoncture économique.

Le président de la République, M. Francesco Cossiga, va entamer les consultations politiques d'usage. Sur les rivalités traditionnelles entre démocrates-chrétiens et socialistes, se greffe maintenant un contentieux sur le thème du nucléaire. La démocratie chrétienne affecte une fois encore d'être totalement maîtresse du jeu. Pour succéder à M. Gorla à la tête d'un gouvernement dont il est difficile de deviner les contours, elle proposez sans doute son secrétaire, M. Ciriaco De Mita. Mais un retour du ministre des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, déjà cinq fois président du conseil dans les années 70, ne peut être exclu.

M 0146 - 0314 0 - 6,00 F



Les tensions au Proche-Orient et la tentative de médiation de M. Shultz

● Washington ferme le bureau de l'OLP à l'ONU ● M. Shamir rejette le plan de paix américain

A la veille de l'arrivée du premier ministre israélien, M. Shamir, à Washington venu pour discuter des initiatives de paix américaines au Proche-Orient, les Etats-Unis ont officiellement confirmé, vendredi 11 mars, leur décision de fermer, dans une dizaine de jours, la mission de l'OLP auprès des Nations unies. Cette déci-

Le premier à réagir à la décision de fermeture du bureau de l'OLP a justement été M. Shultz, qui est sorti de sa réserve habituelle pour dénoncer, dans la loi anti-terroristes votée par le Congrès et au nom de laquelle la fermeture de la représentation de l'OLP a été décidée, « l'une des choses les plus stupides que le Congrès ait faites ces derniers temps ».

Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, informé de la décision de Etats-Unis par le chargé d'affaires de la mission américaine, M. Herbert Okun, a immédiatement élevé une « vive protestation à la suite de

cette violation de l'accord de siège existant entre les Etats-Unis et l'ONU ». Dans sa lettre, M. Okun explique que la loi anti-terroristes adoptée par le Congrès en 1987 exige de fermer le bureau de la mission d'observation de l'Organisation de libération de la Palestine auprès des Nations unies : « Si l'OLP ne se plie pas à la loi, le procureur général entamera une action judiciaire pour fermer la mission de l'OLP le ou autour du 21 mars, date effective d'entrée en vigueur de la loi », ajoute-t-il. « Les Etats-Unis, poursuit la lettre, n'entreprendront pas d'autre action pour fermer la mission [de l'OLP] en attendant

une décision dans ce litige. Etant donné les circonstances, les Etats-Unis jugent que la soumission de cette affaire à un arbitrage ne serait pas utile. »

Si Washington laisse ainsi la porte ouverte à une bataille juridique devant les tribunaux américains, l'OLP et la Ligue arabe ont d'ores et déjà exprimé leur refus de tels recours, estimant qu'il s'agissait d'un litige « entre les Nations unies et les Etats-Unis » et non d'un conflit entre la centrale palestinienne et le gouvernement américain.

Y. H.

(Lire la suite page 4.)

Un sondage IPSOS-« le Monde »

La politique et les mots pour la dire

« Chômage », « noyaux durs », « plan », « cohabitation »... Comment les Français entendent-ils le discours politique ? Quel est l'écart entre la réalité et les mots pour la dire ? C'est à ces questions que répond le sondage réalisé par IPSOS pour le Monde.

par André Laurens

La campagne précédant l'élection présidentielle constitue l'une des plus intenses périodes de la communication politique. Elle fournit, sur un plateau, l'occasion de s'interroger sur la portée médiatique du débat démocratique, sur la manière dont le message passe dans l'opinion. C'est pour tenter de répondre, fit-ce partiellement, à cette question que le Monde et la société IPSOS

ont procédé à un sondage inhabituel sur la culture politique des Français à partir d'une vingtaine de mots-clés de la confrontation préélectorale qui doit déboucher sur le choix, décisif dans nos institutions, du président de la République.

Inhabituelle, cette enquête l'est surtout par la démarche qui l'inspire et la méthode sur laquelle elle s'appuie. Celle-ci consiste à solliciter, par le biais de questions ouvertes, non un choix parmi plusieurs solutions proposées, mais une réponse spontanée et personnelle. La liberté ainsi laissée aux personnes interrogées se traduit par une grande diversité dans l'éventail des réponses qu'elles donnent pour chacun des vingt mots retenus dans le vocabulaire politique. Ceux-ci ne sont pas compris, il s'en faut, de la même

façon par tout le monde, mais, si variées que soient les réponses, il est possible de les classer par groupes de significations proches.

Dans la présentation des résultats partiels de l'enquête que l'on trouvera ci-dessous, nous n'avons conservé que les définitions dominantes, celles que renvoie notamment une proportion significative de l'échantillon de la population.

Avant même la diversité, voire la fantaisie, des réponses, ce qui retient l'attention, c'est l'échelle des non-réponses qui établit, à l'envers, une sorte de palmarès de l'incompréhension du débat politique et, en quelque sorte, la frontière de la non-communication. Il y a des mots-messages du discours ambiant qui ne sont pas reçus par une grande partie de l'opinion, ou qui ne lui disent rien, ou, encore, qui ont perdu leur signification.

(Lire la suite page 6.)

Le marché des satellites devrait profiter du succès d'Ariane

La fusée européenne a placé dans la nuit de vendredi à samedi, sur une orbite pratiquement parfaite, deux satellites de communication

PAGE 7

M. Gorbatchev en Yougoslavie

Après Khrouchtchev et Brejnev

PAGE 4

L'anniversaire de l'Anschluss

Il y a cinquante ans, l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne

PAGES 2 et 20

La réception de M. André Frossard à l'Académie française

Le discours du récipiendaire et la réponse du R.P. Carré

PAGES 9 à 12

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, secrétaire général du P.R., invité dimanche de 18 h 15 à 19 h 30

Le sommaire complet se trouve en page 20



LE MONDE diplomatique

LA FRANCE Mars 1988 DANS LE MONDE

par CLAUDE JULIEN

Alors que les tensions internationales s'accroissent, les positions de la France reculent. Pourtant, les candidats à l'élection présidentielle restent d'une stupéfiante discrétion. Dans ce contexte, Claude Julien dégage les lignes de force d'une politique étrangère de la France où la construction d'une Europe attachée à la défense des principes démocratiques serait l'objectif prioritaire.

HISTOIRE DES NAZIS PARLENT

De hauts responsables nazis et d'anciens bourreaux des camps racontent. Ils ont accepté de parler en toute liberté de choix. Certains disent l'horreur de ce qu'ils ont vu. Quelques hommes courageux témoignent de leur refus, pour l'honneur du peuple allemand, de participer au génocide. Leur mémoire à tous est sans défaillance : nier l'existence des chambres à gaz est une pure et simple aberration.

En vente chez votre marchand de journaux

Un rapport de l'INSERM

L'homéopathie inefficace

Une étude réalisée sous l'égide de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) vient de démontrer l'absence d'efficacité de l'homéopathie dans le traitement de certains troubles digestifs. Réalisée à la demande de M^{me} Georgina Dufoux, lorsqu'elle était ministre des affaires sociales, cette étude, publiée dans l'hebdomadaire médical britannique The Lancet, pourrait troubler les nombreux adeptes de cette médecine douce qui consiste à administrer des substances toxiques, mais à des doses infinitésimales, pour avoir un effet thérapeutique.

Jamais sans doute une étude destinée à mesurer une éventuelle efficacité de l'homéopathie n'aurait été faite avec une telle rigueur scientifique. Rarement la publication de travaux d'une telle importance avait fait l'objet d'aussi peu de publicité. Qu'on en

jugé : une simple « lettre à l'éditeur », publiée dans le dernier numéro du Lancet (daté du 3 mars).

Pourtant, à l'origine, la mise en œuvre de cette étude avait été annoncée à grand fracas. C'était en décembre 1985, M^{me} Georgina Dufoux, alors ministre des affaires sociales, venait de créer la Fondation pour l'évaluation des thérapies alternatives (le Monde du 11 décembre 1985). Sous son égide, le Groupe de recherches et d'essais cliniques en homéopathie (GRECHO) était mis en place, avec la mission de procéder rapidement à des études en double aveugle, faites selon un protocole d'expérimentation établi par le professeur Daniel Schwartz (INSERM). Il fut alors décidé que la première de ces études concernerait le domaine de la chirurgie digestive. A cela une raison simple : les homéopathes admettent que, dans cette indication - l'accélération de la reprise du transit intestinal après intervention chirurgicale, - le traite-

ment homéopathique est le même pour tous les malades. On n'est donc pas forcé d'établir un protocole thérapeutique qui prendrait en compte, comme le veulent les préceptes de l'homéopathie, la singularité de chaque patient.

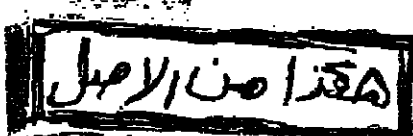
On décida donc d'étudier six cents patients ayant tous été opérés dans douze hôpitaux de la région parisienne. A cent cinquante d'entre eux, il ne fut rien prescrit ; à cent cinquante autres, il ne fut administré qu'une substance neutre (placebo) ; cent cinquante patients reçurent du placebo plus de l'« opium » dilué à 30 CH. Enfin, cent cinquante opérés reçurent, après leur intervention, le traitement le plus couramment prescrit par les homéopathes, à savoir de l'opium 30 CH et du raphanus 10 CH.

Les produits homéopathiques avaient été préparés tout spécialement par les laboratoires Boiron, sous le contrôle d'experts officiels.

FRANCK NOUËL

(Lire la suite page 7.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir ; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 40 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 160 dr.; Irlande, 90 p.; Italie, 2.000 L.; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f.; Norvège, 13 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 130 esc.; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 14 cs.; Suisse, 1,80 f.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.



هنا من الامم

Dates

IL Y A CINQUANTE ANS

L'annexion de l'Autriche par l'Allemagne

RENDEZ-VOUS

Dimanche 13 mars. - Corée : visite du président chypriote, G. Vassiliou.

Lundi 14 mars. - Allemagne fédérale : rencontre entre M. François Mitterrand et M. Helmut Kohl. Etats-Unis : visite officielle du premier ministre israélien, Y. Shamir (jusqu'au 16). Yougoslavie : visite officielle d'amitié de M. Gorbatchev (jusqu'au 18).

Mardi 15 mars. - Brésil : entrée en vigueur du nouveau système parlementaire. Etats-Unis : élections primaires dans l'Illinois. Inde : arrêt de travail national, à l'appel de l'opposition.

Mercredi 16 mars. - Suisse : rencontre entre M. Dimitri Iazov, ministre soviétique de la défense et M. Frank Carlucci.

Samedi 19 mars. - Séville : rencontre entre M. François Mitterrand et M. Felipe Gonzalez.

Dimanche 20 mars. - Allemagne fédérale : élections régionales dans le Bade-Wurtemberg. Salvador : élections législatives et municipales.

C'EST un samedi 12 mars 1938. A midi, Joseph Goebbels, ministre de la propagande du Reich, fait passer ce communiqué à la radio : « Depuis ce matin, les soldats de la Wehrmacht allemande passent toutes les frontières de l'Autriche allemande... Appelés par le nouveau gouvernement national-socialiste de Vienne, (ils) seront les garants de ce que le peuple autrichien aura, dans les plus brefs délais et grâce à un véritable référendum, la possibilité de disposer de son avenir et, par là, de son destin... »

Les cloches de toutes les églises sonnent à toute volée au long du Danube jusqu'à Saint-Etienne de Vienne, les Autrichiens acclament les colonnes de fantassins, les premiers blindés de la nouvelle armée allemande. « L'Autriche salue son Führer », proclament les banderoles. Pour la dernière fois, les emblèmes nationaux rouge-blanc-rouge sont hissés auprès des drapeaux à croix gammée.

Tous les envoyés spéciaux de la presse internationale, les documentaires filmés, en témoignent, ce sont des retrouvailles, rien d'une entreprise de conquête militaire : pas un coup de feu n'a été tiré, pas une résistance n'a été ébauchée. Ce n'est même pas une annexion, enjolivée par la seule propagande, mais un rattachement (ce que signifie le mot *Anschluss*)... Sans la moindre réaction des puissances signataires du traité de Versailles. La France n'a pas de gouvernement, l'Angleterre tergiverse.

Innitzer en rajoute, il affirme au gauleiter Burckel que la déclaration a été écrite « volontairement et sans contrainte ». Et il fait précéder sa signature des mots « Heil Hitler! ». Ce n'est ni une excuse ni une explication de constater que les pasteurs protestants, aussi, se ruent dans le loyalisme... Ou que des dirigeants socialistes respectés, tel Karl Renner, ancien et futur chancelier, futur président de la Seconde République, font savoir qu'ils voteront oui au plébiscite à venir sur le rattachement. Accompagnant l'enthousiasme, la terreur. En quinze jours, les SA, les SS, les policiers, déferlent dans les rues, traquent les suspects : les juifs, les socialistes, les modérés de droite connus pour leur fidélité à l'Autriche. 70 000 arrestations sont opérées, le premier convoi pour Dachau part le 1^{er} avril.

Un plébiscite a été fixé au 10 avril pour approuver le rattachement. L'alternance de politiques de répression, de mise en confiance ou de séduction grossit la masse prévisible des votes favorables. Le sens tactique joue autant que la conviction, le désespoir d'avoir vu l'Autriche abandonnée pèse autant que la volonté fiévreuse de rejeter les clauses du traité de Versailles. Il n'est plus temps pour les militants de gauche de se manifester comme tels dans les bureaux de vote contrôlés par les sbires du parti. Les plus sceptiques veulent croire que les choses iront mieux qu'avant, et que l'Autriche balancera la Prusse au sein du Reich.

L'intimidation physique et morale produit ses effets multiplicateurs. Si bien que le 11 avril, pour 4 270 000 oui, on compte 11 260 non... hardis, dont les auteurs n'attendent pas longtemps l'arrestation.

Le 1^{er} juin, l'Etat autrichien disparaît totalement. Il est divisé en sept Gaue, au lieu de neuf provinces. Le nom d'Autriche lui-même est supprimé.

Les hommages du cardinal-archevêque

Tout commence à cinq heures du matin, ce 12 mars, avant l'entrée des troupes. A l'aérodrome de Vienne, Himmler, chef des SS et de la police, arrive en compagnie de Heydrich, chef de la police de sûreté, et de Wolf, autre dignitaire SS. En vingt-quatre heures, seize mille hommes de la police d'intervention venus du Reich occupent tous les postes de police et de gendarmerie autrichiens. L'épuration des fonctionnaires de police est immédiate.

En trois jours, le gauleiter Burckel, commissaire pour l'incorporation de l'Ostmark (la marche de l'Est), procède à une transfusion générale d'Allemands dans tous les postes publics et privés. Le 14, l'armée autrichienne est intégrée à la Wehrmacht et prête serment avant d'être dispersée dans les garnisons du Reich. Tous les médecins, les juristes, les magistrats juifs sont remplacés. 16 000 révocations sont prononcées. Les actes d'allégeance de la magistrature, des universitaires, du clergé ne sont ni moins précipités ni moins massifs.

En fin d'après-midi, le 14 mars, Hitler fait son entrée dans Vienne. 250 000 Viennois l'accablent dans une explosion de passion, une frénésie de joie qui ne se fabrique pas à coups de trique. Ces gens croient sincèrement que l'unité de la nation allemande est faite et qu'elle transforme leur destin. Derrière le chancelier, un von Papen en uniforme d'ambassadeur fier d'avoir été l'architecte d'une opération dont il espère qu'elle renforcera le poids des catholiques dans l'ensemble allemand, et qu'elle amènera Hitler à la modération.

Le cardinal-archevêque de Vienne, Innitzer, originaire des Sudètes et qui a toujours été grand-Allemand, sans pour autant se rallier au national-socialisme, est reçu par Hitler sous les huées des militants prêts à « pendre les juifs et les curés ». Ils lui crient : « à Dachau, à Dachau ! » Il rend tout de même son hommage, dans la même illusion que von Papen... Ce dont le pape Pie XI ne lui saura aucun gré.

En quarante-huit heures, il entraîne les évêques autrichiens à aller beaucoup plus loin dans la voie du ralliement que ne le feront jamais les évêques du Reich. Leur appel du 18 mars, dicté aux catholiques un « devoir national de faire, en tant qu'Allemands, profession de foi en faveur du Reich allemand ». Nativité, opportunisme, manque de jugement ou de sens politique ? Le cardinal

forme de solidarité qui entretient les équivoques.

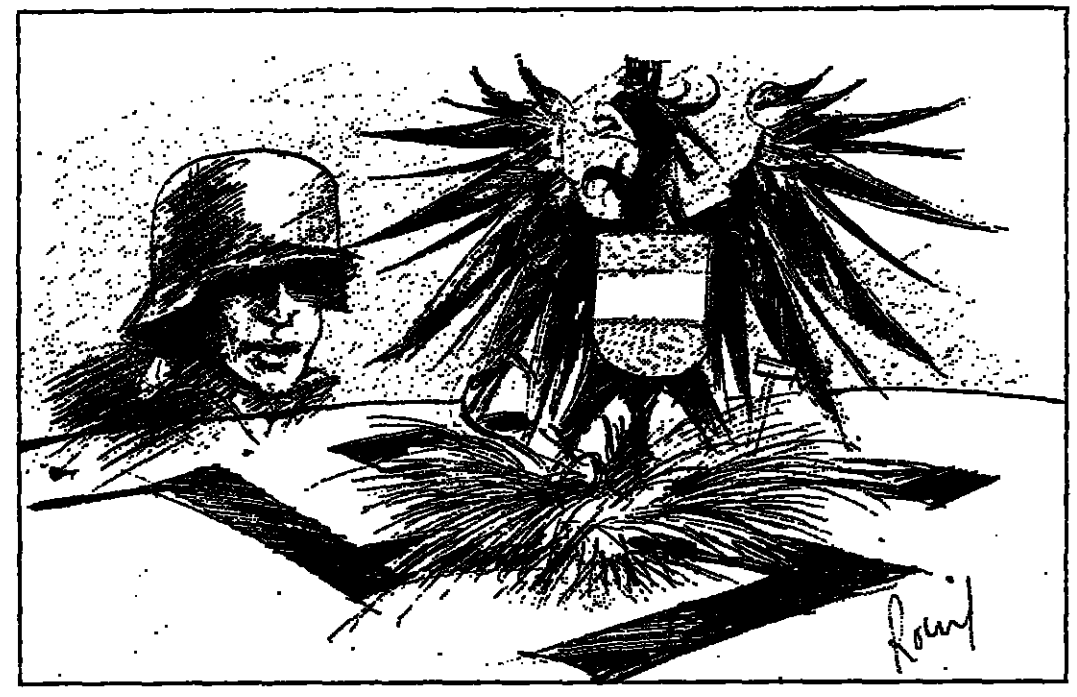
Le discours que tient, le 1^{er} mai 1933, le chancelier Dollfuss trace explicitement des frontières difficiles à tenir : « Nous professons avec joie notre germanité, mais nous ne pouvons permettre qu'on transforme la communauté ethnique en objet d'idolâtrie... L'objectif auquel nous tendons ne saurait être qu'une relation compréhensive entre la communauté ethnique et la conception chrétienne du monde... La défaite du marxisme est le premier objet de notre combat... Nous ne voulons ni du socialisme international ni du socialisme brun... »

Ces propos éclairent l'évolution de 1933 à 1938. Les chanceliers catholiques, Dollfuss puis Schussnigg, se trompent lourdement d'adversaire. Leur objectif majeur est le « marxisme », contre lequel ils bâtissent un « Etat corporatif », ils acculent les socialistes à la

Commence alors l'ultime manœuvre de von Papen.

En Autriche, les forces illégales du Parti nazi sont prêtes à l'insurrection. A la frontière, les divisions allemandes se massent. Alors, le 12 février 1938, Papen emmène Schussnigg à Berchtesgaden pour « dissiper les malentendus » de l'application de l'accord de 1936. Hitler lui présente un diktat pur et simple, aux termes duquel l'Autriche doit désormais soutenir la politique du Reich. Les nationaux-socialistes autrichiens sortent de l'illégalité, sont amnistiés, ne font plus l'objet de discriminations, et leur principal représentant, l'avocat Arthur Seyss-Inquart, nommé conseiller d'Etat deux ans avant, devient ministre de l'intérieur et de la sécurité.

Jouissant à la fois de la confiance de Hitler et de celle de Dollfuss, puis de Schussnigg, aussi pieux catholique que national-socialiste, Seyss-Inquart sera pendant la guerre commissaire du Reich



guerre civile (février 1934), qui fait plus de trois cents morts et plus de huit cents blessés. Les sociaux-démocrates sont réduits à la clandestinité, mais Dollfuss y perd le concours de milices ouvrières puissantes et bien armées, prêtes à s'opposer aux nazis.

Hitler, en un premier temps, veut précipiter les choses : il tente un coup d'Etat en juillet 1934, où Dollfuss est assassiné. Il passe alors à la voie diplomatique, utilisant à cette fin von Papen, personnalité catholique, incarnation de l'ordre moral, prompt à toute besogne. Patiemment, en deux ans à Vienne, il joue des factions les unes contre les autres, facilite l'extension clandestine et pacifique des nationaux-socialistes autrichiens et finit par convaincre Schussnigg qu'avec Hitler un arrangement n'est pas impossible. C'est l'accord assez vague du 11 juillet 1936, première étape des concessions irrémédiables.

aux Pays-Bas, et condamné à mort par le tribunal de Nuremberg pour y avoir couvert des atrocités.

La pression s'accroît

Pendant trois semaines, la pression s'accroît. Schussnigg, au dernier instant, tente un référendum sur l'indépendance, qui détermine Hitler à précipiter le chantage. Par téléphone, Seyss-Inquart transmet les messages jusqu'à l'aube du 12 mars, où la nouvelle Wehrmacht entreprend le premier essai de ses capacités manœuvrières, assez décevants d'ailleurs, dit-on les techniciens.

L'Anschluss n'est pas survenu sur un coup de tête : il était explicable que l'Autriche du traité de Saint-Germain en eût nourri l'idéal. Beaucoup d'Autrichiens furent de bons Allemands, non seulement dans l'occupation de l'Europe, mais aussi dans la pratique politique SS. Mais il fut clair dès 1945 que c'est l'expérience même de sept ans de cet Anschluss, le prix payé en commun avec le III^e Reich d'une colonisation par le national-socialisme et d'une guerre, qui a permis de liquider cette nostalgie.

L'identité de l'Autriche indépendante de langue allemande s'est forgée dans cette épreuve et dans la naissance d'une résistance autrichienne au nazisme. La conscience en a pris forme dans les quelques jours de février-mars 1938, où, au dernier moment et trop tard, les chrétiens-sociaux entrent enfin en conversation avec les socialistes avant de se retrouver dans les camps ou en émigration.

JACQUES NOBÉCOURT.
* Bibliographie. - Essentiellement : Félix Kreisler, *La Prise de conscience de la nation autrichienne, 1938-1945-1978*, tomes 1 et 2. Presses universitaires de France, 1980.

L'erreur sur l'adversaire

Dès la fin de 1918, après la défaite des Empires centraux, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne était voulu comme l'unique salut pour le groupe de provinces autrichiennes de langue allemande dépourvues des moyens de vivre en nation autonome. L'indépendance voulue par les traités de Versailles et Saint-Germain de 1919 était ressentie comme le prix d'une guerre perdue. Tous les partis autrichiens inscrivent donc dans leurs statuts la volonté d'Anschluss. Les plus fervents partisans étaient les sociaux-démocrates, qui rêvaient d'une Grande-Allemagne socialiste avec leurs camarades allemands alors au pouvoir. Les chrétiens sociaux, un peu plus réservés, y trouvaient le cadre fédéral qui pourrait englober un Etat catholique. La droite penchait vers le pangermanisme. Personne pour défendre l'Autriche.

Lorsque Hitler arriva au pouvoir, le 30 janvier 1933, son programme, dans l'article premier, réclamait l'Anschluss et l'abolition du traité de Saint-Germain. L'une de ses premières dépêches, le 31 janvier, saluait « le peuple allemand-frère en Autriche ».

La réaction politique est immédiate : tous les partis autrichiens rejettent le national-socialisme. Ils suppriment de leurs programmes la référence à l'Anschluss. Hitler devient l'ennemi, sans que l'Allemagne cesse, malgré tout, de constituer une espérance liée à une

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650 672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Lemaître (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauters

Rédacteur en chef : Daniel Verzet

Conducteur en chef : Claude Sales

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Impression : Le Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

"GRAND JURY" RTL - Le Monde
dimanche 18 h 15
en direct sur
FRANÇOIS LEOTARD
animé par Olivier MAZEROLLE
avec André PASSERON et Daniel CARTON (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Dominique PENNEQUIN (RTL)
RTL

PANAMA

Washington accentue ses pressions sur le général Noriega

Les Etats-Unis ont resserré d'un tour leur étau financier sur Panama, le vendredi 11 mars, dans l'espoir d'accélérer le départ de l'homme fort du pays, le général Noriega, inculpé de trafic de drogue par la justice américaine.

La crise politique et financière continue à déchirer le pays. L'ambassadeur du Panama à Bruxelles, M. Riera Diaz, a été démis de ses fonctions vendredi pour avoir refusé de reconnaître le nouveau gouvernement.

Le consul panaméen à Los Angeles, M. Santiago Torrijos, neveu de l'ancien homme fort du Panama Omar Torrijos, et les ambassadeurs mexicain et américain à Panama ont été démis de leurs fonctions.

BRÉSIL : scandales et débat constitutionnel. Le gouvernement et le président ne sont plus irréprochables

de corruption existaient dans les sphères officielles. L'affaire risque d'atteindre le président de la République, A. en outre l'ancien chef de cabinet de M. Teixeira, aucune subvention d'importance n'était attribuée sans la signature présidentielle et elle devait répondre à des critères politiques.

En septembre 1987, quand il croyait une fois de plus pouvoir juguler l'inflation en recourant au blocage des prix, il annonça, au vu des premiers résultats, que le Brésil était « sorti de la crise économique ».

La commission a été formée à la suite de la démission forcée du ministre de plan, M. Anibal Teixeira, qui a quitté son poste au début de l'année dans des rejets de scandale.

Diplomatie

M. Jean Mazeo nommé ambassadeur au Guatemala. M. Jean Mazeo a été nommé ambassadeur de France au Guatemala par décret du 9 mars 1988.

CANADA : la nouvelle stratégie militaire

Ottawa a entrepris de renforcer son dispositif de défense dans le Grand Nord

L'arrivée au pouvoir des conservateurs à Ottawa a marqué un tournant dans la politique de défense du Canada. Le programme américain sur lequel les précédents gouvernements comptaient pour assurer l'intégrité du territoire est devenu quelque peu étouffant.

INUVIK (Grand Nord canadien) de notre envoyé spécial

A 190 kilomètres au nord du cercle polaire, deux chasseurs CF-18 de l'armée canadienne décollent le silence des espaces infinis de l'Arctique. Ils fondent sur l'aérogare d'Inuvik, petit village lové dans le détroit du fleuve Mackenzie.

Dans leur sillage, quatre avions Hercules libèrent dans le ciel cent quinze parachutistes engoués dans leur tenue camouflée, aussi blanche que la neige sur laquelle ils se posent, par -47°C.

L'assaut simulé fait partie de la plus importante série de manœuvres jamais menées par les forces d'opérations spéciales (3 000 hommes des armées de terre et de l'air) dans le Grand Nord canadien.

L'ennemi est soviétique

L'ennemi, clairement identifié, est soviétique. Les généraux canadiens jugent peu probable une invasion massive de l'armée rouge par le pôle, qu'ils seraient d'ailleurs bien en peine de contenir avec les 34 600 hommes (dont plus de 10 000 sont en Europe) de leurs forces régulières.

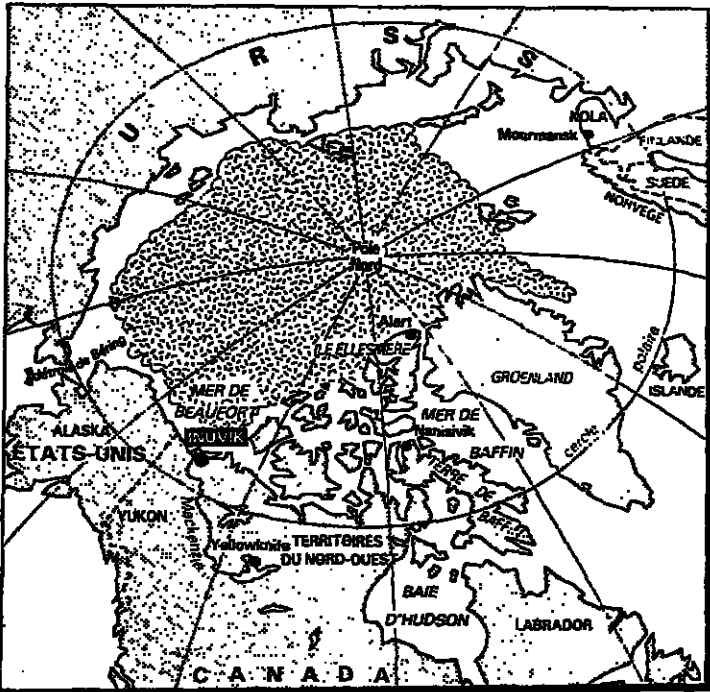
« C'est en donnant qu'on reçoit ». La polémique sur l'austérité gouvernementale a rebondi quand la conférence épiscopale a affirmé, dans une note envoyée à tous les diocèses, fin janvier, que « la corruption continuait d'être imputée et qu'elle dépassait même celle qui existait sous le régime militaire ».

Mais il arrive que les supporters du président vendent eux-mêmes la mèche. On a beaucoup parlé ces derniers mois de marchandages entre la présidence et les constituants susceptibles de voter, en faveur de M. Sarney, le mandat de cinq ans qu'il réclame.

Assiste-t-on à la mise en place de ce que Monica Madariaga, l'ancienne « dame de fer » du gouvernement et parente du chef de l'Etat ayant rompu avec le pouvoir, appelle le « scénario final », celui de la violence généralisée fournissant au régime l'occasion de survivre, quitte à passer outre à sa propre légalité ?

entend être considéré non plus comme un « protégé », mais comme un « partenaire à part entière ». Le gouvernement canadien a prévu une augmentation annuelle de 2 % de son budget de la défense (10,3 milliards de dollars canadiens en 1987) pendant quinze ans.

Pour l'ensemble formé par le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et l'archipel Arctique (un tiers de la superficie du pays), un seul quartier général, installé à Yellowknife et qui compte 67 militaires, appuyés par les 625 cadets et 710 rangers, des unités pour la plupart Canadiennes, dispersés dans les communautés isolées où ils vivent, sont des militaires volontaires, qui reçoivent pour tout équipement une carabine Lee Enfield de calibre 303 et deux cepts balles distribuées chaque année, avec une casquette rouge pour insigne. Considérés comme



« les yeux et les oreilles du Grand Nord », ils sont chargés de signaler par radio tout fait inhabituel ou suspect. Ils forment aussi les militaires blancs venus du Sud aux techniques de survie dans les conditions extrêmes de leur région.

A ces forces terrestres, il faut ajouter les 209 militaires de la base de communication d'Alert, la plus septentrionale du monde (au nord de l'île d'Ellesmere) et les quelque 200 autres soldats éparpillés dans les stations radars du NORAD. Leur nombre est toutefois appelé à diminuer : le nouveau système d'alerte en cours d'installation comprendra 36 stations radars à courte portée entièrement automatisées et 11 stations radars à longue portée nécessitant un personnel restreint.

Dans les airs, les avions de patrouille Aurora à grand rayon d'action effectuèrent une vingtaine de

de sous-marins à propulsion nucléaire. Aux militaires du Pentagone qui manifestaient quelque humeur devant cet acte d'émancipation, M. Beatty s'est efforcé d'expliquer que son pays « pouvait être pro-américain tout en étant nationaliste ».

Or les sous-marins, soviétiques ou américains, y sont de plus en plus nombreux. Basés à Mourmansk, seul port d'URSS ayant un accès aux mers libres, les sous-marins soviétiques (nucléaires pour moitié) s'avanceraient déjà jusqu'au cœur de la baie d'Hudson, profonde échancre dans le continent américain.

Ottawa a ensuite lancé la construction du plus gros brise-glace du monde (200 mètres de long, 88 000 chevaux), capable de briser une couche de glace de 2,5 mètres d'épaisseur à une vitesse constante de 3 nœuds, ce qui permettra des patrouilles toute l'année dans l'Arctique.

Pour améliorer la surveillance aérienne du Grand Nord, Ottawa projette d'acquiescer au moins six nouveaux avions de patrouille à grand rayon d'action et dix nouveaux CF-18 qui compléteront la flotte actuelle de cent soixante-deux chasseurs. Ces avions pourront bientôt être stationnés en permanence dans cinq centres d'opérations avancées en cours de construction dans les Territoires du Nord-Ouest.

Pour améliorer la surveillance aérienne du Grand Nord, Ottawa projette d'acquiescer au moins six nouveaux avions de patrouille à grand rayon d'action et dix nouveaux CF-18 qui compléteront la flotte actuelle de cent soixante-deux chasseurs.

Au moment où la militarisation du Grand Nord prend forme, l'Union soviétique propose au Canada la négociation du premier traité bilatéral de coopération dans l'Arctique. Ottawa n'a pas encore répondu à cette invitation à former dans l'Arctique une zone de paix.

MARTINE JACOT. (1) La construction sur pilotis est la seule possible dans ces régions où le sol est gelé en permanence et en profondeur (permafrost). Le sable, l'argile et le limon, qui constituent, le sol se transformeraient en boue si les bâtiments n'étaient pas surélevés. (2) Le NORAD, accord sur la défense aéronautique de l'Amérique du Nord conclu entre les Etats-Unis et le Canada, est en vigueur depuis 1958.

CHILI

Soupçons sur l'origine d'une vague d'attentats

SANTIAGO correspondance

« Si l'opposition remportait le plébiscite, le Chili connaîtrait une période de convulsions et d'incertitudes qui mènerait de nouveau à l'anarchie ». S'adressant au pays, le vendredi 11 mars, à l'occasion du septième anniversaire de la Constitution, le général Pinochet a ainsi brodé sur le thème : la continuité ou le chaos.

Cette allocution a toutefois surpris par sa brièveté (quarante minutes) et par l'absence de ses propos. Au lieu de discours-fléuve et des annonces prélectorales qui étaient attendus, le chef de l'Etat s'est limité à présenter une défense de la Charte fondamentale approuvée en 1980 par voie référendaire, dans des circonstances qualifiées de « frauduleuses » par les partisans d'opposition. Faut-il voir là le souci de l'acticien de ne rien laisser entrevoir de ses prochains mouvements ?

Quoi qu'il en soit, l'intérêt et l'insécurité des Chiliens sont moins centrés actuellement sur les discours et les commentaires que sur les attentats, commis presque chaque jour, tant contre des institutions gouvernementales que contre des militants d'opposition ou des bâtiments religieux. Ainsi la nuit du 10 au 11 mars a été troublée à Santiago par plusieurs explosions, qui ont pré-

ÉTATS-UNIS

Ancien conseiller de M. Reagan, M. McFarlane plaide coupable dans l'affaire de l'irangate

L'un des principaux protagonistes de l'affaire de l'irangate, M. Robert McFarlane, l'ancien conseiller de M. Reagan pour la sécurité nationale, a décidé de plaider coupable sur diverses accusations dans le cadre de l'enquête judiciaire. M. McFarlane a ainsi admis devant un juge fédéral, le vendredi 11 mars, avoir caché des informations concernant les activités de son subordonné, le lieutenant-colonel Oliver North et les tentatives d'autres officiels américains pour recueillir des fonds de pays tiers, en faveur des rebelles anticomunistes au Nicaragua.

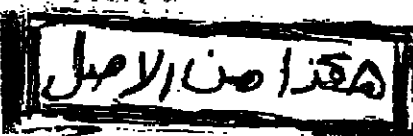
L'ancien conseiller du président Reagan s'était rendu à Téhéran en mai 1986, en compagnie du lieutenant-colonel Oliver North, pour tenter d'obtenir la libération des otages américains détenus au Liban. Ce voyage avait été à l'origine du scandale des fournitures d'armes américaines à l'Iran. Au point que M. McFarlane avait tenté de se suicider, l'année dernière, lorsque le pot-aux-roses fut révélé.

Il risque une peine de quatre ans de détention. (AFP, Reuter.)

M. Gary Hart se retire de la course présidentielle

Au cours d'une conférence de presse à Denver, dans le Colorado, dont il fut le sénateur, M. Gary Hart, le plus controversé des candidats de la campagne présidentielle américaine, a annoncé, le vendredi 11 mars, qu'il se retirait de la course. « Le peuple américain a maintenant décidé. J'ai pu me faire entendre, mais il est clair que je ne dois pas aller plus loin », a déclaré M. Hart, ajoutant qu'il continuerait à se « battre pour le changement » comme il l'avait fait en présentant une candidature « au-delà du champ de la politique traditionnelle ».

Révélation des primaires d'il y a quatre ans, M. Hart et ses « idées neuves » - notamment en matière de défense - était, cette année, donné grand favori chez les démocrates. Pourtant, à la suite du scandale créé par la révélation de sa liaison avec un mannequin de Miami, il avait abandonné, cet automne, l'idée de se présenter à l'élection présidentielle. Son retour, quelques mois plus tard, parmi les prétendants démocrates avait d'autant plus surpris que Gary Hart, privé de soutien financier, et doté d'une organisation quelconque, avait peu de chances. Son meilleur score depuis le début des primaires en février : 5 % des voix, le 8 mars dans le Texas.





La préparation de l'élection présidentielle

M. Chirac expose sa politique sociale

BORDEAUX de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac a rendu hommage à M. Jacques Chaban-Delmas le vendredi 11 mars à Bordeaux...

septembre 1969, alors que le maire de Bordeaux dirigeait le premier gouvernement du département de Bordeaux...

Pas de « rééquilibrage » de la majorité. Devant les élus majoritaires de l'Aquitaine, enfin, M. Chirac a de nouveau mis en garde contre tout comportement de nature à « perturber l'union ».

le dire. Qui plus est, je dis clairement pourquoi. Il a ajouté : « A l'heure où la grande mode est de célébrer un candidat sans nom, de faire campagne en ayant l'air de faire autre chose, de garder le silence pour moins de risque, j'ai conscience que ma démarche, qui est franche (...) a quelque chose d'incongru... »

M. Jospin à Toulouse

« Y'a pas de mystère »

TOULOUSE de notre envoyé spécial

« Vous croyez qu'il va se représenter, Mitterrand ? - Et vous ? - J'attends, comme tout le monde. - Pourtant, y'a pas de mystère... »

Serait-on, au GEA de Toulouse, « tortionnaire » ? Pas vraiment, car il s'agit d'un président sortant qui fait travailler le bon peuple. Pas plus, en tout cas, que l'orateur Jospin, qui, assure-t-il, ne se livre pas à ce genre d'exercice.

MM. Dumas et Lang répliquent à M. Pasqua

MM. Roland Dumas et Jack Lang, anciens ministres socialistes et députés respectivement de la Dordogne et de Loir-et-Cher, ont vivement critiqué, le jeudi 10 mars, la prestation de M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, lors de l'heure de vérité d'Antenne 2.

1986. « Avant 1986, les terroristes ne tuent pas », a lancé, en outre, l'ancien ministre.

Diverses personnalités gaullistes proclament leur soutien à M. Barre

« Le gaullisme n'est pas un bien patrimonial », a souligné M. Pierre Bas, ancien collaborateur du général de Gaulle et ancien député RPR de Paris, le mercredi 9 mars, en présentant un manifeste des « gaullistes pour Raymond Barre ».

député RPR de Paris : « Notre fidélité à l'esprit des institutions voulues par le général, qui a été mis à mal par la cohabitation, alors que nous le retrouvons en Raymond Barre ; or c'est un domaine où l'engagement gaulliste ne peut pas accepter le moindre compromis... »

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

L'ÉLECTION présidentielle, lorsqu'elle se produit à l'échelle nationale, fait l'objet d'une intense préparation que justifie l'importance et la relative rareté de ce choix politique.

d'une désaffection à l'égard de la pure confrontation des idées. Serait-ce qu'il n'y a plus d'idées ou qu'on n'y croit plus ? Toujours est-il que l'on demande au candidat : « Dis-moi qui tu es », de préférence à : « Dis-moi ce que tu penses ».

dresser la « carte des haines » au sein de la gauche et au sein de la droite.

Des personnages en quête d'électeurs

public de ses « concitoyens anonymes ». Si photographie, télévisé, interviewé, psychanalysé qu'il soit, il conserve son épaisseur de mystère. L'opinion veut toujours un savoir plus, et celui qui sollicite ses suffrages n'a de cesse que de se montrer sous son « vrai visage ».

La conjoncture présidentielle a inspiré deux romans. Le Challenger de Thierry Saussez se déroule dans le milieu de la communication et décrit la conquête d'un contrat pour la campagne publicitaire d'un candidat.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Balladur

Escamotage

M. Edouard Balladur, qui était le vendredi 11 mars à Arras, a notamment déclaré : « Nous disons oui au rassemblement et non à la confusion des genres... »

M. Marchais

Censure

Le secrétaire général du Parti communiste, M. Georges Marchais, a protesté, vendredi 11 mars, à La Rochelle, « contre la censure impitoyable que subit André Lajoinie dans les grands médias ».

M. Stirbois

Indubitablement

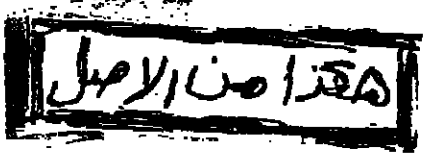
Le secrétaire général du Front national, M. Jean-Pierre Stirbois,

Un rassemblement à Vincennes

SOS-Racisme plaide pour « la démocratie de l'intégration »

SOS-Racisme devait réunir, le samedi 12 mars, de 16 h à 21 h, pelouse de Reuilly, à Vincennes, un rassemblement sur le thème « Liberté, Egalité ».

la santé, « à l'éducation, à l'emploi ». « Il n'y a pas actuellement un programme qui réponde à toutes nos préoccupations, ajoute le président de SOS-Racisme. Les promesses des partis ne suffisent pas. On ne gagnera pas sans un mouvement social. L'histoire de SOS le montre. Quelle aurait été la politique de la droite si SOS n'avait pas existé ? »



Politique

Un sondage IPSOS- « le Monde »

La politique et les mots pour la dire

(Suite de la première page.)
Ce sont, soit des notions abstraites, théoriques, relatives au fonctionnement du système bipartite, Etat-providence, alternance, soit des termes du vocabulaire technique de l'économie (noyau dur, dérèglementation). En revanche, il y a des mots qui parlent d'eux-mêmes, soit parce qu'ils correspondent à des préoccupations fortes de la population, comme le confirment tous les sondages, tels les termes de chômage, sécurité, acquis sociaux, fiscalité, soit parce que ce sont des métaphores présentes au cœur du débat politique, telle la cohabitation, et qui ont d'autres connotations. On obtient, ainsi, des définitions de proximité, très concrètes et révélatrices, comme on le verra, et des définitions d'imprégnation donnant lieu à des représentations inattendues.

Le SIDA de la société

A 1 % près, tout le monde a son idée sur le chômage. On ne s'en étonnera pas s'agissant d'un fléau durement ressenti et sur lequel ont buté plusieurs médecines successives. L'éventail des réponses se caractérise par la proportion de celles d'entre elles qui prennent la forme d'un simple constat : le chômage, c'est de ne pas trouver sans travail (26 %) ou de ne pas obtenir un emploi (6 %).

Presque aussi importante est la proportion des réponses qui, au-delà de la prise en compte à froid du problème, en soulignent la dimension dramatique : une catastrophe, un cataclysme (18 %), un mal de civilisation, le SIDA de la société (11 %). Les proches du PC (24 %) et du RPR (22 %) sont particulièrement sensibles à cette vision dramatique.

D'autres groupes de réponses appréhendent le problème à travers ses conséquences humaines et sociales (pauvreté, misère, avenir bouché pour les jeunes, exclusion sociale, perte de dignité, angoisse). A noter que l'imputation aux immigrés de la responsabilité du chômage n'obtient aucun crédit.

Si l'on reste dans le domaine social, les définitions données pour cerner le contenu des « acquis sociaux » se répartissent en deux grands groupes. Le premier rassemble les réponses privilégiant la fonction d'assistance : Sécurité sociale, allocations familiales, santé gratuite, « ce que l'on reçoit en bien de l'Etat ». Ce genre de définition a la faveur du RPR (26 %) et de l'UDF (21 %), plus que de la gauche, et trouve un bon écho auprès des personnes peu intéressées par la politique.

Le second groupe de réponses définit les acquis sociaux en termes de conquêtes, obtenues par la lutte sociale et à défendre contre les menaces qui pèsent sur eux. Les sensibilités de gauche mais aussi celle du Front national s'expriment ici plus nettement, de même que les personnes qui s'intéressent à la politique. D'autres groupes de définitions mettent en valeur les éléments du pouvoir d'achat ou, pour 8 %, ce qui éloigne du travail (congrès, retraite, semaine de 39 heures).

Il y a une bonne perception globale de la notion de « traitement social du chômage » qui fait partie, dans sa complexité, de notre environnement quotidien. Les jugements négatifs, relativement peu nombreux, révèlent un senti-

ment de scepticisme ou de suspicion, ce dernier s'exprimant pareillement chez les proches du PC et du Front national. En revanche, l'expression, plus anglosaxonne que française, d'Etat-providence reste vague quand on lui prête un sens, tantôt négatif, tantôt positif.

Célébrité des petits porteurs et méconnaissance des noyaux durs

Au cours du septennat mouvementé qui s'achève, bien des batailles se sont livrées sur le terrain de l'économie. Que l'on songe, par exemple, au couple nationalisation-privatisation ! A travers la perception de ces deux mots, on mesure bien l'éloignement dans le temps de ces réformes contradictoires mais, surtout, l'effacement de la signification de la première par rapport à la bonne tenue, pour employer le langage des boursiers, de la seconde.

Dispersion des réponses dans un cas, alors que, dans l'autre, une définition simple et correcte obtient, avec 31 %, l'un des plus forts pourcentages de l'enquête. Succès identique de la perception de la notion de petit porteur (31 %) : il est vrai que les privatisations et les appels à l'actionnariat populaire avaient fait l'objet d'une information et d'une promotion publicitaire dont les nationalisations n'avaient pas bénéficié.

Dependant, la connaissance de la réalité économique a ses limites dès lors qu'elle n'est pas « enseignée ». Ainsi, l'image des noyaux durs — qui devaient vulgariser la structure de l'actionnariat des entreprises privatisées — est restée plus que floue et majoritairement méconnue. On imagine

l'effet que peut produire dans le public des discours ou des débats faisant allusion aux noyaux durs ! Une autre notion abstraite et technique, celle de la dérèglementation, souffre d'une semblable obscurité.

Si les nationalisations sont à la baisse, la planification, elle, est en chute libre dans l'esprit des Français, pour qui le mot de Plan ne correspond plus à l'« ardente obligation » dont parlait le général de Gaulle. Quand on pense que Michel Rocard était censé donner une nouvelle vigueur au Plan, il y a de quoi être rêveur ! En réalité, la perte d'identité du mot corrobore, ici, son déclin politique.

La participation, autre valeur gaulliste, est perçue avec confusion quand elle n'est pas confondu avec la cogestion. Les proches du RPR gardent, plus que les autres, un souvenir de ce grand dessein qui n'est plus de saison.

La cohabitation telle qu'elle est vécue

L'ancrage dans l'actualité, le rôle futur, apparaissent comme des motivations d'intérêt et de connaissance plus efficaces. Ainsi s'explique que, sous plusieurs définitions même approximatives, la perspective du marché unique européen ne soit pas occultée. Les proches de l'UDF et du RPR privilègent le contenu économique du projet, à l'encontre des proches du PC, tandis que ceux du PS et, plus encore, ceux du Front national — qui déclinent aussi et contradictoirement une menace pour l'identité nationale — y voient l'ébauche d'un Etat européen face aux Deux Grands.

Les mots du pur discours politique sont loin d'être les mieux

compris. Quand ils entendent parler de cohabitation, 22 % des gens interrogés pensent à la vie commune sous un même toit : le phénomène sociologique de la cohabitation pré-nuptiale l'emporte sur celui, plus récent, de la cohabitation politique.

Si celui-ci n'est pas inconnu, il fait l'objet de définitions diverses à travers lesquelles il apparaît que c'est dans l'environnement du PC qu'on y voit, surtout, une magouille et dans celui du RPR, une expérience limitée dans le temps. Les sensibilités proches du PS et de l'UDF se retrouvent dans la même proportion (19 %) pour entrevoir dans la cohabitation une entente sur la gestion du pays ; mais une indication pour la formation d'une majorité de coalition ?

L'alternance est perçue à travers la notion de changement, de manière pas très claire, confondu marginalement avec l'alternative ou la versatilité, quand elle ne provoque pas, dans une forte proportion (26 %), le mutisme. La bipolarisation, qui fut l'un des phénomènes majeurs de la V^e République et l'un des thèmes chers des politologues, n'a pas de signification pour 54 % des personnes interrogées ; on touche là aux limites de l'aire de signification des discours politiques.

Aussitôt que l'on évoque une préoccupation dominante, la communication passe mieux. On l'avait noté avec le chômage, on le vérifie avec la notion de sécurité, pour laquelle le taux de non-réponse (7 %) est réduit. Le fait remarquable ici est que la première définition (24 %) est en termes de moyens (la police) et de protection (17 %) : on met en avant le remède plus que le diagnostic. D'autres réponses

confirment ce que ce choix révèle de peur et d'angoisse. Pour 8 % des personnes interrogées, la sécurité, c'est d'avoir un travail stable, de ne pas être au chômage ! Cette seule réponse-là valait un sondage.

Un sondage qui, au premier abord, révèle l'extraordinaire déperdition du discours politique entre son émission et sa réception. Deux remarques tempèrent, sans pour autant en atténuer toute la gravité, le constat d'une incommunicabilité si grande : d'une part, rien n'assure que seul le message politique soit compris par cette chute du sens ; d'autre part, il n'intéresse qu'une partie de l'opinion. Selon l'enquête, 15 % des personnes interrogées s'intéressent beaucoup à la politique, 35 % assez, 36 % peu, 14 % pas du tout. On ne saurait donc en rester à cette mauvaise et très relative impression.

Ce petit test sur la culture politique celle-ci n'est pas faite de mots et qu'elle se fonde sur un vécu. La communication ne passe bien que s'il y a adéquation entre les uns et l'autre, entre ce que disent les dirigeants politiques et ce que vivent leurs auditeurs. Limité à sa seule sphère, le vocabulaire du « microcosme », pour reprendre une image plaisante — mais dont on peut se demander désormais comment elle est perçue, — n'est pas reçu cinq sur cinq et se perd dans la confusion du bruit de fond. Dans une autre leçon à tirer de l'expérience est que la politique, si elle veut renouveler son langage et se faire entendre clairement, doit prendre le parti de la pédagogie plutôt que celui du brio verbal, faire comprendre son message plutôt que le marteler.

ANDRÉ LAURENS.

La question posée : « Pour chacun des mots suivants, quelle est la définition que vous en donnez ? »

La méthode de l'enquête

Une liste de vingt mots-clés du débat politique français a été soumise à 1 070 personnes constituées — selon la méthode des quotas (sexe, âge, catégories socio-professionnelles, habitat, région) — un échantillon national représentatif de la population française inscrite sur les listes électorales. L'enquête a été réalisée par IPSOS du 1^{er} au 5 février 1988. Les enquêteurs n'ont présenté aux personnes interrogées aucune proposition de réponse. Ils ont enregistré les définitions personnelles données pour chaque mot de la liste et noté les cas de non-réponse.

Plus de 21 000 réponses ont été ainsi recueillies. Les définitions spontanément données par les personnes interrogées ont fait l'objet d'une codification afin de faire apparaître, pour chacun des vingt mots analysés, les dix à quinze formulations significatives qui ressortent de manière dominante. Pour chaque groupe de définition ainsi établi, les résultats globaux ont été ventilés selon deux critères : la proximité de la personne interrogée avec l'un des cinq grands courants politiques, et l'intérêt qu'elle porte à la vie et à l'actualité politiques.

Acquis sociaux

La sécurité sociale, les allocations familiales, la santé gratuite	20
Ce qu'ont gagné les ouvriers, les travailleurs, le résultat des luttes sociales	14
Une amélioration générale, une garantie pour la vie, ce qui permet de vivre mieux	10
Les biens, les avantages acquis par les citoyens	9
Les congés payés, la cinquième semaine, les trente-neuf heures, la retraite à soixante ans	8
Des droits irréversibles, inaliénables	7
Ne se prononcent pas	10

Chômage

Se trouver sans travail	26
Une catastrophe, le problème le plus difficile, un cataclysme	18
Un mal de civilisation, le SIDA de la société	11
Un manque d'emploi	10
La récession, la pauvreté, la misère des familles	7
Ne pas trouver d'emploi, chercher un emploi sans y arriver	6
Ne se prononcent pas	7

Cohabitation

Habiter ensemble, vivre à plusieurs sous un même toit	22
Quand deux groupes politiques opposés s'entendent pour gérer le pays ensemble	16
La président d'un bord, le premier ministre de l'autre	10
Un pré-divorce, ça ne durera pas	8
Etre tolérant envers les autres, se supporter les uns les autres	7
Une entente générale sur tout ; le consensus	6
La gauche et la droite vivant en bonne entente	5
Ne se prononcent pas	8

Nationalisations

L'Etat acquiert, achète certaines sociétés privées	14
C'est tout ce qui appartient à l'Etat	9
Lorsque l'Etat s'empare des industries, lorsqu'il met des entreprises sous sa coupe	9
Une entreprise gérée, dirigée par l'Etat	8
Etatisation	6
Une régression, la suppression de l'esprit d'entreprise	6
Ce qui appartient à la nation, à la communauté, à nous tous	6
Donner la nationalité française aux étrangers	5
Ne se prononcent pas	12

Sécurité


Plus de moyens pour la police ; donner des moyens d'agir aux forces de l'ordre	24
Se sentir protégé, être protégé	17
Protection des biens et des citoyens par l'Etat	10
Avoir, trouver un travail stable	8
Ne pas être, ne plus être au chômage	8
Vivre sans peur, en paix, tranquille	6
Se sentir en confiance dans la rue	6
Ne se prononcent pas	7

PATRICIA HIGHSMITH CATASTROPHES

NOUVELLES

Dix petits chefs-d'œuvre moraux et terrifiants

Almann-Lévy



Les mots qui parlent le plus

La liste des vingt mots testés était proposée dans l'ordre alphabétique aux personnes constituant l'échantillon représentatif. A partir de là, un autre ordre s'impose rapidement : il y a des mots qui parlent, et pour lesquels une idée vient aussitôt à l'esprit, et les mots qui inspirent peu ou ne disent rien. Fondés sur le pourcentage de non-réponses, la hiérarchie des termes du débat politique qui ne laissent pas muettes les personnes interrogées s'établit comme suit :

Chômage	7
Sécurité	1
Cohabitation	10
Acquis sociaux	8
Facilité indifférente	12
Nationalisation	12
Privatisation	12
Traitement social du chômage	15
Civisme	18
Participation	19
Dérèglementation	20
Marché unique européen de 1992	20
Plan	21
Petit porteur	22
Protectionnisme	24
Alternance	26
Dérèglementation	36
Etat-providence	42
Noyau dur	52
Bipolarisation	54

Etat-providence

Etat bienfaiteur, qui aide tout le monde, qui vient au secours de tous	12
Etat qui supprime les responsabilités des individus	8
Fatalité du ciel, imprévu, inattendu, incertitude divine	7
Etat idéal	5
Une utopie	5
Ne se prononcent pas	42

Noyau dur

Personne bornée, qui ne transige pas	9
Les ultras, les dogmatiques de chaque parti	5
Des extrémistes, quel que soit leur bord	5
Les quelques groupes financiers qui contrôlent toujours tout	4
Noyau d'un fruit	4
Noyau de soutien pour une privatisation	3
Ne se prononcent pas	52

Petit porteur

Petit actionnaire en Bourse	31
Petit épargnant, ceux qui ont la caisse d'épargne	9
Les déçus, les ruinés, les blâmes du krach boursier	8
Ceux qui ont acheté des actions au moment des privatisations	7
Ne se prononcent pas	22

Privatisation

Vente d'une entreprise publique au privé	31
Désétatisation, dénationalisation, contraire de nationalisation	12
Capitalisme libéral, responsabilité autonome	8
Rendre libre, responsabilité autonome	7
Echec, je suis contre	6
Plutôt une bonne chose, mais il peut y avoir des déceptions	5
Ne se prononcent pas	12

La situation en Nouvelle-Calédonie

● Nouvel échange de coups de feu près de Nouméa

● M. Tjibaou à Paris

Plusieurs coups de feu ont été échangés, sans faire de blessés, entre des gendarmes et un jeune Calaque, recherché pour diverses affaires de droit commun, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 mars, en Nouvelle-Calédonie, aux abords de la tribu de Saint-Louis, proche de Nouméa. Cet incident s'est produit alors que des gendarmes tenaient en traque le jeune Camille Maperi, qui a réussi à s'enfuir en voiture.

A Paris, le FLNKS organise le mardi 15 mars, à 18 h 30, un rassemblement à la Bastille, avec la participation de M. Jean-Marie Tjibaou. Le chef du mouvement indépendantiste participera ensuite, sur place, à un débat au Cirque d'hiver, et cette manifestation se terminera par un spectacle auquel plusieurs artistes, en particulier Renaud, Salif Keita et Tony Allen doivent prêter leur concours.

Série d'interpellations en Guadeloupe

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

Une série d'interpellations a eu lieu du 9 au 11 mars en Guadeloupe dans le cadre de l'enquête sur les vingt attentats à l'explosif perpétrés en novembre et décembre 1986 (*Le Monde* du 26 novembre 1986) et pour lesquels le juge d'instruction parisien, M. Jean-Louis Bruguière, spécialisé dans les affaires de terrorisme, est saisi.

Ce sont au total neuf personnes, parmi lesquelles figurent un commerçant de Pointe-à-Pitre et un officier ministériel dont les identités n'ont pas été révélées, qui se sont retrouvées au siège du SRPJ Antilles-Guyane en garde à vue en compagnie du magistrat parisien. Selon toute vraisemblance, les personnes en garde à vue, dont trois ont été remises en liberté le vendredi 11 mars, ne devraient pas avoir participé directement aux attentats de 1986, revendiqués pour dix-neuf d'entre eux par l'« Alliance révolutionnaire Caraïbe ». En revanche, c'est le fonctionnement de cette organisation clandestine (dissoute en conseil des ministres en avril 1984) qui est aujourd'hui en cause.

Si, selon des sources concordantes, ces personnes ne sont « pas toutes du milieu indépendantiste guadeloupéen », elles pourraient, à l'indiquer vendredi M. Jean-Louis Bruguière, avoir eu « une action positive » ou « concrète » à l'égard de l'ex-ARC.

MÉDECINE

Plus de cent enfants atteints de saturnisme à Paris depuis 1985

Le goût dangereusement sucré de la peinture

Depuis 1985, on a diagnostiqué chez une centaine d'enfants parisiens vivant dans des immeubles vétustes, des intoxications sévères au plomb. Deux d'entre eux en sont morts. Ces cas de saturnisme sont dus aux peintures à base de céruse qui s'écaillent dans les appartements délabrés.

An bout du couloir délavé, l'escalier tangué. Il penche curieusement vers la droite comme si une mystérieuse pression l'avait à tout jamais ébranlé. A quelques mètres, au bord de la cour, le porche est soutenu par un amas de piliers métalliques consolidés par quelques racoccos d'acier à l'ancienne. Au bas des marches, un jeune garçon met en garde les enfants de l'immeuble : « Encore un carreau cassé, jeux de balles, ballons, projectiles, jeux bruyants formellement interdits ».

voire abozens. Quelques douleurs abdominales, des coliques, des infections intestinales. Sur les sept enfants repérés lors d'une enquête réalisée en octobre 1986 dans le onzième arrondissement de Paris, un seul présentait un léger trouble du comportement. Lorsque les signes cliniques apparaissent, il est souvent trop tard, l'encéphalopathie saturnine s'est manifestée. D'où l'importance de l'information et du dépistage avant qu'elle ne devienne grave.

Les facteurs de risque recensés par les centres de protection maternelle et infantile (PMI) des onzième et dix-huitième arrondissements de Paris qui ont mis en place un centre de dépistage systématique, sont doubles : la vétusté des logements et le comportement alimentaire de l'enfant. Lorsqu'une mère signale ces deux éléments, des prélèvements sont effectués afin de doser la plombémie de la fratrie. La plupart du temps, les traitements chélateurs, qui nécessitent cinq jours d'hospitalisation ininterrompue, viennent à bout du plomb accumulé dans l'organisme. Mais comment éviter la rechute ? Les enfants gérés retrouvent leurs univers et sont à nouveau tentés par ces écaillures au goût délectablement sucré.

1985-1986, plusieurs familles se sont ainsi retrouvées à la rue à la suite d'arrêts de péral autorisant la destruction de leur logement. Et les enfants dispersés dans la nature du jour au lendemain n'ont pu poursuivre leur traitement hospitalier.

Le maire de Paris ne cache d'ailleurs pas son désir d'appliquer, dans le cadre du saturnisme, les articles du code de la santé publique concernant les « foyers insalubres ». « Nous avons engagé de gros efforts de réhabilitation », explique le professeur Jean Loygne, conseiller délégué de Jacques Chirac aux problèmes de santé et des urgences médicales à la mairie de Paris. « L'apparition du saturnisme pourrait, c'est vrai, accélérer certains programmes de rénovation et de destruction d'immeubles vétustes ».

Répétition générale

Que deviennent les habitants ? La CFDT et la Confédération syndicale des familles (CSF) s'en inquiètent. Elles demandent aujourd'hui, outre le dépistage systématique dans les immeubles à risques, l'assurance du logement pour les familles contraintes de quitter leur appartement. Cette épipémie de saturnisme qui touche aujourd'hui en priorité les arrondissements des quartiers est de Paris ouzième, dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, pourrait bien servir de répétition générale.

Comment expliquer la répartition « soignée », à Paris, d'un mal habituellement classé au registre des maladies professionnelles ? Certains experts, persuadés que le danger vient des peintures anciennes, émettent l'hypothèse d'un « vieillissement » de ces produits, qui percolent les couches récentes au bout d'une cinquantaine d'années. D'autres soulignent que certaines peintures actuellement en vente libre, notamment dans les coloris bleus et oranges, contiennent des taux élevés de plomb. L'apparition de ces cas de saturnisme serait à la fois liée à la dégradation des conditions de logement dans les quartiers populaires et à la vigilance encore récente des médecins parisiens à l'égard de cette maladie. De toute façon, comment les logements anciens souvent humides des grandes villes de province et de la banlieue parisiennaise pourraient-ils échapper à cette règle ? Aucun cas n'a encore été signalé, mais l'expérience des quartiers est de Paris a révélé la difficulté du diagnostic en l'absence d'information préalable.

ANNE CHEMIN. (1) Agents capables de capter certains ions positifs comme le plomb, le cadmium, le mercure, etc.

SCIENCES

Le lancement réussi d'Ariane

Dix-huit minutes pour un soupir

Ariane a rempli sa mission. Sans une seconde de retard sur l'horaire prévu, le lanceur européen a quitté le sol guyanais, le vendredi 11 mars à 20 h 28 heure locale (samedi à 0 h 28 en métropole). Quelques minutes plus tard, la fusée mettait sur une orbite pratiquement parfaite deux satellites de télécommunications, l'américain Spacenet III et le français Telecom-1 C. Mais, pour leurs propriétaires - France-Télécom et GTE-Spacenet - le véritable travail ne fait que commencer. Les équipes techniques devront veiller à ce que les deux satellites atteignent sans encombre leur place à 36 000 kilomètres au-dessus de l'équateur. Quant aux équipes commerciales, elles devront partir à la recherche de nouveaux clients.

(Le Monde du 11 mars). Une « montée en puissance » que l'Europe est en mesure d'assumer puisqu'elle dispose « du potentiel de production industrielle nécessaire et, à Kourou, d'équipes opérationnelles en pleine activité ».

M. d'Allest ne s'est toutefois pas laissé emporter par ce succès encore frais au point d'oublier que « la vigilance et la prudence restent indispensables », notamment pour le moteur du troisième étage, à l'origine de l'échec du dix-huitième tir, en juin 1986. Mais les résultats des récents essais de longue durée apportent selon lui la preuve que « la Société européenne de propulsion (SEP) est en train de maîtriser le contrôle et la production de ces moteurs fort complexes ».

C'est donc avec optimisme et en se hâtant lentement qu'Arianespace s'apprête à honorer les quarante-trois commandes qui figurent à son carnet de commandes. Et c'est forte d'un nouveau succès qu'elle va poursuivre les négociations pour obtenir sept à huit nouvelles commandes cette année, qui lui rapporteraient 3 milliards de francs. Son président est, en effet, bien décidé à conserver la moitié du marché mondial de lancement des satellites qu'elle détient aujourd'hui.

Prochain tir le 11 mai

Tous les espoirs semblent permis à la société Arianespace, comme à ses deux principaux clients - GTE Spacenet et France Telecom - que le hasard avait réunis sur le même tir. Pour le propriétaire de Spacenet-III, ce lancement était crucial puisque, du fait de l'échec d'Ariane et de la perte d'un satellite GTE Spacenet en septembre 1987, il comptait beaucoup sur le tir de ce vendredi pour disposer d'un

exemplaire de remplacement. C'est dire que M. Jerry Waylan tenait particulièrement à ce tir, non seulement en tant que président directeur-général de GTE Spacenet mais aussi, a-t-il dit, parce qu'il est de nature à « revitaliser l'industrie des télécommunications américaine ».

« Nous avons quelques semaines encore d'émotions à vivre », a déclaré pour sa part M. Jean Grenier, directeur des affaires industrielles et internationales de France Telecom, puisqu'il faudra attendre la mise en orbite définitive et géostationnaire de Telecom-1 C, le déplacement de ses nouveaux satellites et l'allumage de sa charge utile avant de pouvoir réellement disposer du satellite. Mais alors, Telecom 1A pourra être déchargé d'une partie des trop nombreuses missions qui lui avaient été confiées après la perte de contrôle, en janvier de son jumeau Telecom-1 B. Avec deux satellites en orbite, France Telecom pourra donc affirmer M. Grenier, « assurer la continuité du service offert à sa clientèle ». Tout comme celle des télécommunications militaires assurées par le système Syracuse-II, installé sur le satellite.

Dans la nuit, à Kourou, le champagne coulait à flots pour les nombreux invités, parmi lesquels figurait un visiteur surprise : l'épouse du premier ministre, Mme Bernadette Chirac. Mais une fois les feux de la fête éteints, les équipes du centre spatial guyanais devront rapidement se remettre à la tâche. Car, déjà, il leur faut songer au prochain tir prévu le 11 mai et à celui du futur lanceur lourd, Ariane-4, dont le premier étage est déjà érigé sur l'aire de préparation aux lancements, à moins de 1 kilomètre du pas de tir d'où elle décollera pour la première fois, fin mai ou début juin.

ELISABETH GORDON.

Le lancement réussi d'Ariane

Dix-huit minutes pour un soupir

Prochain tir le 11 mai

Tous les espoirs semblent permis à la société Arianespace, comme à ses deux principaux clients - GTE Spacenet et France Telecom - que le hasard avait réunis sur le même tir.

Pour le propriétaire de Spacenet-III, ce lancement était crucial puisque, du fait de l'échec d'Ariane et de la perte d'un satellite GTE Spacenet en septembre 1987, il comptait beaucoup sur le tir de ce vendredi pour disposer d'un

exemplaire de remplacement. C'est dire que M. Jerry Waylan tenait particulièrement à ce tir, non seulement en tant que président directeur-général de GTE Spacenet mais aussi, a-t-il dit, parce qu'il est de nature à « revitaliser l'industrie des télécommunications américaine ».

« Nous avons quelques semaines encore d'émotions à vivre », a déclaré pour sa part M. Jean Grenier, directeur des affaires industrielles et internationales de France Telecom, puisqu'il faudra attendre la mise en orbite définitive et géostationnaire de Telecom-1 C, le déplacement de ses nouveaux satellites et l'allumage de sa charge utile avant de pouvoir réellement disposer du satellite. Mais alors, Telecom 1A pourra être déchargé d'une partie des trop nombreuses missions qui lui avaient été confiées après la perte de contrôle, en janvier de son jumeau Telecom-1 B. Avec deux satellites en orbite, France Telecom pourra donc affirmer M. Grenier, « assurer la continuité du service offert à sa clientèle ». Tout comme celle des télécommunications militaires assurées par le système Syracuse-II, installé sur le satellite.

Dans la nuit, à Kourou, le champagne coulait à flots pour les nombreux invités, parmi lesquels figurait un visiteur surprise : l'épouse du premier ministre, Mme Bernadette Chirac. Mais une fois les feux de la fête éteints, les équipes du centre spatial guyanais devront rapidement se remettre à la tâche. Car, déjà, il leur faut songer au prochain tir prévu le 11 mai et à celui du futur lanceur lourd, Ariane-4, dont le premier étage est déjà érigé sur l'aire de préparation aux lancements, à moins de 1 kilomètre du pas de tir d'où elle décollera pour la première fois, fin mai ou début juin.

ELISABETH GORDON.

Un rapport de l'INSERM

L'homéopathie inefficace

(Suite de la première page.) L'usage au sort des malades avait été effectué devant huis clos. Enfin, une technicienne de recherches cliniques devait, tout au long de l'étude, surveiller le bon déroulement. Des mesures exceptionnelles, dans une étude de ce type, destinées à garantir une rigueur scientifique quasi absolue.

Afin qu'il n'y ait aucune contestation possible, on comptait, parmi les responsables de cette étude, de grands chercheurs, comme les professeurs Daniel Schwartz et Jacques Benveniste, des homéopathes comme le docteur Bernard Poitevin et des chirurgiens, représentant l'Association des recherches en chirurgie et le groupe de recherches et d'étude de la paroi abdominale.

Sans avoir été faite avec la même rigueur, une étude similaire avait montré en 1984 une certaine efficacité de ces deux produits homéopathiques (1).

DÉFENSE

La France est prête à adapter son projet Rafale

La France est prête à « ajuster » son programme Rafale d'un avion de combat, comme à l'armée de l'air et à l'aéronavale, pour s'ouvrir à une coopération avec les Etats-Unis et ses partenaires européens. C'est ce qu'a expliqué, le jeudi 10 et le vendredi 11 mars à Washington, le ministre français de la défense, M. André Giraud, à son homologue américain, M. Frank Carlucci.

En attendant, le gouvernement français continuera de prendre les décisions prévues sur l'exécution du programme Rafale, en particulier la commande, en mars ou avril, de deux prototypes. Des contacts ont lieu, actuellement, avec la société américaine McDonnell Douglas. La France, en effet, prévoit de construire une version de son Rafale, destinée à l'aéronavale, tandis que le Pentagone souhaite développer une nouvelle version, modernisée, du F-18 de la marine américaine.

Ce serait, comme on a estimé M. Giraud, de soulever un Rafale. A la fin, on se demanderait s'il s'agit d'un F-18, d'un Rafale-18 ou d'un Rafale croisé avec un F-18. Cette perspective d'un mariage du Rafale avec le F-18, en réalité, de maris français qui résoudraient, ainsi, deux de leurs problèmes : le projet de F-18 pour remplacer les Crusader des porte-avions, qui doivent disparaître à partir de 1993, en attendant l'arrivée, à compter de 1997, du Rafale susceptible, sous la forme actuelle du projet Dassault-Breguet, ou dans une configuration conçue en collaboration avec McDonnell Douglas qui propose le Hornet 2000 dérivé de son F-18, de succéder aux Crusader (dans une étape ultérieure) et aux Super-Etendard après l'an 2000.

Si nous pouvons coopérer soit avec les Européens, soit avec les Américains ou avec tous à la fois, a déclaré

27,3 milliards de francs de commandes d'armements à l'exportation en 1987

Annoncées par le ministre de la défense, il y a quelques semaines comme devant être légèrement supérieures à 1986, les prises de commandes à l'exportation reçues par les industriels français de l'armement ont atteint, en 1987, le total de 27,3 milliards de francs. Soit une augmentation de l'ordre de 8,1 % par rapport aux résultats précédents. Ces estimations ont été établies par la lettre Mesures éditée à Paris et généralement bien informée. Le ministre de la défense, pour sa part, tendra publiquement son évaluation dans la note d'information annuelle qu'il adresse, en principe au début de chaque session parlementaire, en avril, au président des commissions de la défense de l'Assemblée nationale et du Sénat. Pour 1986, cette note faisait état d'une prise de commandes de 25 milliards de francs et d'un montant des livraisons de 43 milliards de francs à l'exportation.

C'est durant le dernier trimestre de 1987, avec des prises de commandes d'armements par l'Irak, que la France a inversé une statistique des exportations militaires jusque-là en très nette diminution. En septembre 1987, en effet, ces commandes étrangères étaient en diminution par rapport à la même période de 1986. En revanche, à la fin de l'année dernière, sont intervenus des contrats avec l'Irak portant sur toute une gamme de matériels aéronautiques.

De nouveaux marchés pour les satellites

KOUROU de notre envoyé spécial

Lorsque fut lancé, en 1979, le programme Télécom, son promoteur - à l'époque la Direction générale des télécommunications, imaginait un paysage de trois bandes d'antennes et des entreprises se précipitant sur les services offerts par les satellites pour échanger des données avec leurs filiales ou avec d'autres firmes. Il fallut vite déchanter. Ce sont en fait les liaisons terrestres qui, dans ce domaine, se sont surtout développées, au dépens des communications spatiales.

France Télécom a cependant effectué cent vingt raccords « haut de gamme » selon les termes de M. Jean-François Latour, responsable du programme Télécom, pour une quarantaine de grosses entreprises désireuses de disposer de liaisons de haut débit pour faire, par exemple, converser leurs centres de calcul. Une activité qui s'est traduite, en 1987, par un trafic de 22 300 heures et un chiffre d'affaires de 16 millions de francs (contre 5 millions en 1986), et qui est maintenant « sur une bonne trajectoire ».

Sans doute ce type de service se développera-t-il dans les années à venir car, en croit M. Latour, « le marché existe ». Une affirmation que ne démentira pas M. Raymond Marks, vice-président de GTE Spacenet, chargé de marketing, qui souligne qu'au sein de sa société « le marché des communications d'entreprise croît beaucoup plus vite que le reste des activités de télécommunication ».

Actuellement, GTE Spacenet - un numéro un Etats-Unis dans son secteur - a une bonne longueur d'avance sur son concurrent français puisqu'elle affiche dans ce domaine une vingtaine de clients - « dont sept grosses entreprises » - et tire de cette activité 15 % de son chiffre d'affaires. Mais ce n'est qu'un début : M. Marks estime que, d'ici trois ans, le nombre de firmes américaines qui auront recours aux services spatiaux - pour transmettre des données mais aussi pour assurer d'autres services tels que la formation de leur personnel - devrait atteindre

tre quarante mille à cinquante mille, soit dix fois plus qu'aujourd'hui, « avec les capacités de liaisons offertes par les satellites existants ».

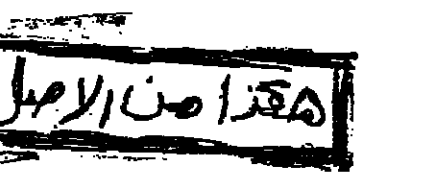
Les entreprises, comme tous ceux qui utilisent les télécommunications spatiales, devraient toutefois disposer bientôt de nombreux satellites de deuxième génération, plus lourds (2,5 à 3 tonnes au lancement, contre 1 à 1,2 actuellement) et à durée de vie allongée (dix-douze ans ou plus au lieu de sept). Chez Matra - le constructeur des satellites Télécom - on estime qu'il y a, dans les pays occidentaux, un marché potentiel d'une quarantaine de satellites de télécommunication pour les cinq prochaines années, compte tenu du nécessaire renouvellement des engins existants.

Aussi M. Georges Estibal, directeur général adjoint de la branche Espace de Matra, peut-il affirmer que sa société « n'a aucune inquiétude pour la décennie à venir ». Certes, ajoute-t-il, « la compétition devient de plus en plus sévère car il n'y a plus aujourd'hui de marché protégé ». Mais la société française, avec son partenaire British Aerospace, ne vise pas moins de 15 % à 20 % des nouvelles commandes.

Des points d'interrogation demeurent cependant pour le plus long terme dans la mesure où « l'on ne sait pas si, la technologie aidant, les satellites vont grossir encore ou s'ils vont conserver une taille moyenne tout en augmentant leurs capacités de transmission », dit M. Claude Goumy, directeur général de Matra Espace. « Le trafic pourrait donc doubler, mais pas le nombre de satellites en orbite », d'autant qu'on ne sait pas comment évoluera la compétition avec les câbles à fibres optiques.

M. Marks est encore moins précis dans ses prévisions : « Il est encore beaucoup trop tôt, dit-il, pour parler de marché à long terme dans cette activité à haut risque. » « Tout, ajoute-t-il, dépendra des lanceurs (notamment américains) qui seront, dans le futur, disponibles et fiables. » Autant dire « wait and see ».

E. G.



مقتل من الاصل

Société

Une précision de la chancellerie

Cent cinquante détenus maghrébins pourraient être expulsés

Selon la chancellerie, les détenus maghrébins qui pourraient être expulsés vers leurs pays d'origine...

Le nombre réel de détenus maghrébins susceptibles d'être effectivement expulsés pourrait, cependant, être inférieur car la décision définitive...

Trois réactions

Le Syndicat de la magistrature estime que les expulsions de détenus étrangers vers leurs pays d'origine...

Exercice commun des unités spéciales des polices ouest-allemande et française...

Un fichier informatisé des victimes d'infraction, à la préfecture de police de Paris...

Fusillade à Bastia

Un gendarme est sauvé par son gilet pare-balles

BASTIA de notre correspondant

Trois jours après le mitraillage d'Accio au cours duquel un gendarme, Stéphane Charlot, a été tué...

Vendredi, vers 15 h 50, Eric None monte la garde devant la résidence du magistrat...

Alors que la voiture arrive sous sa position, presque à sa verticale, le canon d'un fusil de chasse apparaît à la portière arrière droite...

Deux heures plus tard, un véhicule Mazda jaune, signalé volé, sera retrouvé abandonné...

Cet attentat, quels qu'en soient les auteurs, confirme que les gendarmes sont la cible principale des tireurs de l'ombre.

MICHEL CODACCIONI

Réhabilitation immobilière à Aulnay-sous-Bois

Le dernier sursaut d'un petit propriétaire

Les façades des immeubles de la cité de l'Amorce, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), sont désormais soignées...

Frédéric Fouquet, perché dans le F4 du deuxième étage, « un des plus grands de la tour », n'en profita pas...

La chasse

aux mauvais payeurs

Lorsque des petits propriétaires regagnent, le cabinet De Gueldre, qui gère la cité depuis sa construction, en 1966...

« mille mille » - mille logements à 1000 F le mètre carré - étaient devenus poreux...

Pendant deux ans, Frédéric Fouquet émerge à peine d'un état de demi-conscience...

« A partir de ces années-là, j'ai navigué entre l'hôpital et l'appartement. Parfois, je rentrais chez moi, mais j'avais souvent des malaises et des évanouissements...

A. Ch.

Les cheveux en bataille, il hausse les sourcils en esquissant un vague sourire...

Petite annonce

Dans un dernier sursaut, à l'approche de la vente par adjudication, Frédéric Fouquet a tenté de vendre lui-même son appartement...

Dans quinze jours, Frédéric Fouquet devra quitter la clinique du Blanc-Mesnil...

« Je vais aller à la mairie », conclut Frédéric Fouquet. En sortant, il serait hébergé par des amis...

A. Ch.

Au tribunal de Paris

L'évasion par hélicoptère de Michel Vaujour

L'évasion est une tentation normale chez un détenu. La justice en est tellement convaincue que le simple fait de quitter sa prison n'est pas en lui-même punissable...

Cette entreprise difficile, Michel Vaujour, condamné pour divers attaques à main armée, a bien failli la réussir lorsque son épouse, Nadine, est venue le chercher en hélicoptère le 26 mai 1986...

Depuis 1970, Michel Vaujour, trente-sept ans, séjourne régulièrement en prison. Quatre fois il s'est évadé, mais sa cinquième évasion sera la plus remarquable...

Aux côtés de Nadine, un complice qui ne sera jamais identifié jette un sac contenant une arme téléopérée...

L'audience, Michel Vaujour a revendiqué l'entière responsabilité de son évasion. Dans la même stratégie, le défenseur de Nadine, M. Antoine Deguignes...

nuances. Et c'est Vaujour qui a lui-même tenu à présenter sa défense...

Pourtant le substitut du procureur de la République, M. Jean-Claude Thin, avait eu pour lui les mots raisonnables que l'accusation prononce rarement...

Au terme d'un quart d'heure de délibération, le tribunal, présidé par M. Jean-Louis Mazière, a condamné Michel Vaujour à deux ans de prison...

M. P.

Condamnation d'un médecin responsable de l'infirmité d'une fillette

Le docteur Ginette Chalumeau, quarante-deux ans, obstétricienne, a été condamnée, le mercredi 9 mars, à dix mois de prison avec sursis et 15 000 francs d'amende pour « blessures involontaires »...

Du fait des souffrances subies lors de sa naissance à la Clinique du château, à Vincennes (Val-de-Marne), la petite Caroline Gendelle reste aujourd'hui paralysée des quatre membres...

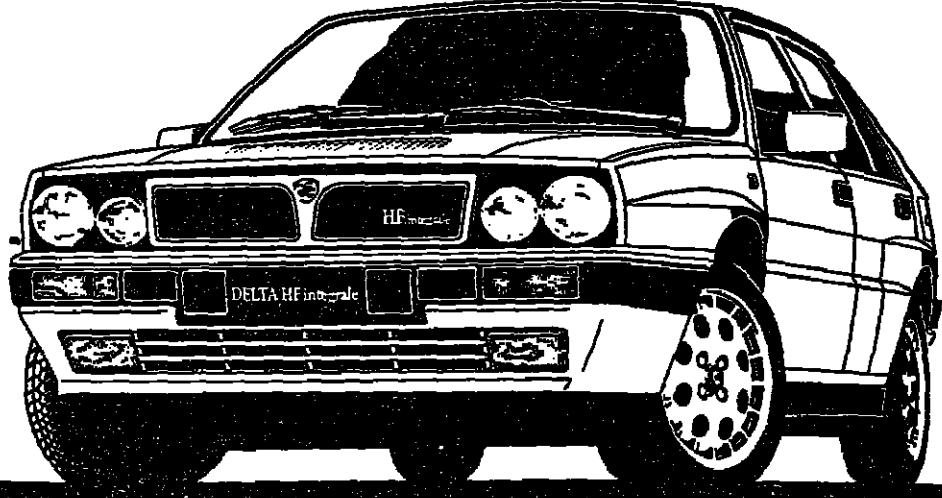
RALLYE DU PORTUGAL 1er LANCIA DELTA INTEGRALE

Lancia Delta. L'émotion de piloter.

Lancia est Champion du Monde des Rallyes 87. Et cela pour la 6e fois. Après une brillante victoire au Monte-Carlo, la nouvelle Lancia Delta HF Intégrale...

4 roues motrices, vous avez le choix entre la très tonique Delta 1300 à allumage électronique, la passionnante 1600 GT i.e. à injection et double ACT...

Après tout, il n'y a aucune raison de vous priver de l'émotion de conduire la Delta sous prétexte que vous n'êtes pas pilote de rallye.



LANCIA DELTA. CHAMPION DU MONDE DES RALLYES 87

- List of dealerships: 75 PARIS 11, Garage de LA ROQUETTE, 43 75 08 16... 75 PARIS 19, FIAT AUTO FRANCE... 75 PARIS 15, Garage GLUTENBERG... 75 PARIS 16, EXELMANS AUTO... 75 PARIS 17, PONT CARDINET AUTO... 75 PARIS 18, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 20, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 21, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 22, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 23, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 24, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 25, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 26, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 27, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 28, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 29, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 30, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 31, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 32, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 33, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 34, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 35, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 36, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 37, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 38, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 39, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 40, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 41, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 42, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 43, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 44, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 45, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 46, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 47, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 48, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 49, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 50, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 51, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 52, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 53, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 54, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 55, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 56, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 57, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 58, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 59, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 60, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 61, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 62, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 63, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 64, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 65, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 66, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 67, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 68, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 69, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 70, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 71, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 72, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 73, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 74, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 75, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 76, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 77, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 78, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 79, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 80, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 81, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 82, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 83, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 84, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 85, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 86, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 87, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 88, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 89, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 90, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 91, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 92, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 93, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 94, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 95, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 96, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 97, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 98, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 99, 77 DAMMARIÉ LES LYX... 75 PARIS 100, 77 DAMMARIÉ LES LYX...

L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. ANDRÉ FROSSARD

Une homélie voire un sermon

Biographies alternées... Mais si M. André Frossard, petit-fils de paysans succédant à un grand seigneur, retrace scrupuleusement le *carrière* du duc de Castries, le Père Carré, aux prises avec celle du « Cavalier seul », ne craint pas de dépasser les règles du genre et, de son propre aveu, de verser « dans l'homélie, voire dans le sermon ». Ce qui d'ailleurs n'a pas dû déplaire au récipiendaire. Car c'est une vie édifiante que le célèbre prédicateur propose aux méditations de l'auditoire, depuis le jour déjà lointain où un jeune échec fut terrassé par « l'irruption de la grâce », jusqu'à la déposition bouleversante d'un rescapé de la prison de Montluc au procès Barbie. Et le rappel de son infernale détention. Et, remontant un peu le fil

des années, l'évocation de l'amitié qui unit M. André Frossard et le pape Jean-Paul II, de leurs entretiens qui ont fourni la matière d'un autre ouvrage promis dès le départ à un large retentissement — comme l'est sans doute la biographie du Père Maximilien Kolbe, martyr d'Auschwitz (et canonisé).

Voilà qui a dû surprendre un public que M. André Frossard, polémiste parfois féroce, toujours amusant, avait accoutumé à plus de légèreté. Il est vrai que, dans l'éloge de son prédécesseur, son savoureux humour parvient à transparaître. Il ne se prive pas pourtant de hausser le ton lorsque le propos frôle l'épopée.

Le discours du récipiendaire

MESSEIERS,

MON père, qui avait une haute idée de la France et de ses institutions, en particulier de la vôtre, m'avait appris que le mot « Française », pris adjectivement, appelait la majuscule dans deux cas seulement : celui de la République et celui de l'Académie.

Il s'attristait fort de voir la « Française » réduite aujourd'hui le plus souvent à la minuscule, et je ne sais si de m'y apercevoir suffirait à le consoler.

Car m'y voici.

Enfin, presque.

En effet, l'ingénu qui a la témérité de s'exposer à votre jugement et de brigner votre suffrage est bien avisé de douter jusqu'au bout.

De douter d'abord de ses mérites, cela va de soi ; de douter ensuite d'être élu, et si par extraordinaire il l'est, de douter d'être jamais égal à l'honneur que vous lui faites.

Ainsi, sous cette coupole qui vous coiffe de lumière, se célèbre-t-il, dans le souvenir de deux cardinaux, celui qui vous fonda et celui qui vous loge, une religion originale où le doute est récompensé, et où l'humilité du nouveau venu se fait annoncer par un roulement de tambour.

Je vous dois, messieurs, non pas un, mais deux remerciements.

L'un, pour l'assurance que vous allez — peut-être — me donner d'être tout un jour pour les vertus et qualités que l'on aura eu tant de peine à discerner en moi durant ma vie.

Grâce à vous, j'aurai au moins un locuteur ébloui, qui, sous l'inspiration conjointe de Cocteau et de Mallarmé, me décrira ici, avec admiration, tel qu'en fauteuil enfin éternité m'aura changé.

J'ai un deuxième remerciement à vous faire, pour l'occasion que vous offrez au vâlain polémiste que je suis de dire du bien de quelqu'un, votre élégance voulant que l'on ne puisse entrer chez vous sans avoir salué celui qui vient de sortir, usage d'une grande sagesse que notre société tout entière gagnerait à limiter.

Imaginez que le nouveau ministre de droite ne puisse exercer ses fonctions qu'après avoir rendu hommage à son prédécesseur de gauche, en des termes agréés par une commission pointilleuse sur le chapitre de la courtoisie, et que la nouvelle majorité parlementaire ne puisse prendre place, au singulier, au pluriel, qu'après avoir glorifié la majorité sortante ! Toute notre vie politique en serait transfigurée pour son bien, pour le nôtre et celui de la République.

Je tiens à aller plus loin encore dans l'hommage en remontant la lignée de ce deuxième fauteuil, pour saluer Valentin Combarnt, premier instituteur de votre compagnie, poète qui se désolait de savoir si peu de grec, et l'un de ces deux protestants auprès desquels on se sent moins catholique ; Montesquieu, selon Voltaire, « génie mâle et rapide, qui approfondissait tout en paraissant tout effleurer » (entre nous, sans toujours prendre la peine d'ôter son gantelet de fer) ; Lebrun, qui venait à l'Académie avec un oreiller afin d'être mieux calé pour entendre, et non pour dormir. Car qui s'endormirait ici ? La pensée, disait Valéry, n'a pas de paupières ; ce même Lebrun voulait faire élire les académiciens au suffrage universel, ce qui eût rendu singulièrement exténué le protocole des visites ; Alexandre Dumas fils, guettant anxieusement la fin de vos déclarations et attendant Victor Hugo, ralplié mais acide, lui lancer au passage : « Je viens de voter pour Monsieur votre père » ; André Theuriot, jadis l'un des principaux fournisseurs de morceaux choisis de la communale ; Jean Richepin, dont on ne lit plus guère la *Chanson des gueux*, que l'on appellerait plus aimablement aujourd'hui la *chanson des mal-possédés* ; Emile Mâle, explorateur émerveillé de nos cathédrales, ces tas de pierres soulevées par deux mains jointes ; le grand pasteur Boegner, qui voulait être avocat — et qui fut effectivement toute sa vie le défenseur des causes

difficiles, de la justice et de la paix, et dont nul n'oubliera que, pour l'honneur de la foi chrétienne, il tendit une main fraternelle au grand rabbin, par-dessus ce « statut des juifs » qui définissait quel que temps la France. Il ne pouvait avoir de plus digne successeur que René de Castries.

Le règne du Beau

MESSEIERS,

RIEN n'est plus aisé que de dire du bien d'un homme de bien, surtout lorsque l'on s'est découvert, par chance, un point commun avec lui, ce qui est mon cas : il n'y avait pas de cardinaux dans la famille de Castries, dans la mienne non plus.

Le reste, à vrai dire, était quelque peu différent.

Le duc avait des ancêtres ; nous n'avions que des anciens ; ce n'est pas une même chose, je vous dirai pourquoi : les anciens vieillissent, mais non pas les ancêtres. Chaque jour, ma grand-mère m'envoyait, enfant, porter une galette et un petit pot de beurre — je veux dire de cancoillotte — à mon arrière-grand-mère, recluse, à l'autre bout du village, dans l'angle d'une pièce obscure au sol de terre battue. Elle me regardait avec des yeux effrayés, comme si, mais je l'ai compris plus tard, trop tard, par cette porte ouverte, soudain, devait lui arriver une autre visite que la mienne. Elle était vieille, si vieille, qu'elle n'était déjà plus qu'une ombre, faiblement insistante, parmi les ombres des murs de torchis. Impossible d'aller plus loin parmi nos anciens. Après elle, il n'y avait plus que le cimetière.

Au contraire, les ancêtres des grandes maisons se maintiennent à travers les siècles dans la force de l'âge, comme le montrent leurs portraits de famille. Les femmes scintillent à perpétuité parmi les lys et les falbalas, et, s'il leur arrive d'être mûres, elles ne le sont jamais au point de dépendre, au bord de l'extinction, d'un bol de cancoillotte. Les hommes sont rutilants, sillonnés de grands cordons et de voiles lactées honorifiques. Superbes, indestructibles, ils démontrent ceci, que tous les régimes politiques se nourrissent de transcendantaux, le transcendantal de la monarchie fut le Beau (l'honneur, la chevalerie, bref, la noblesse) comme celui de la République sera le Bien par la liberté, l'égalité, la fraternité ; je parle théorie. Les transcendantaux, qui sont sans miséricorde, se font une guerre inexorable à travers l'histoire, et l'Un, transcendantal dévorant, a failli engloutir le vingtième siècle dans le totalitarisme.

Mais, dans l'immense galerie de Castries, où par ses fenêtres réciproques la lumière cause avec la lumière, le Beau règne encore, par l'entremise de ces personnages vêtus d'or qui accueillent le visiteur d'un regard lointain.

Quelle belle demeure, et comme votre compagnie doit être heureuse que Monticelli et René de Castries aient eu la pensée de la confier pour sa sauvegarde définitive à votre immortalité ! L'extérieur est sévère et même un peu rude, avec de courts parages de pierre révélant le passage rapide d'une main italienne, et c'est le cas de relayer l'étrange permutation des tempéraments du Nord et du Midi selon qu'ils s'expriment par la parole ou par la règle et le compas. Alors que la maison méridionale est de lignes pures et sèches comme un paysage de cailloux, le Nord, censément raidi par le froid, domine volontiers dans le décrochement baroque et la volubilité décorative, comme si la pluie favorisait la croissance de la végétation ornementale, brûlée ailleurs par le soleil. Dessiné par le crayon infatigable de Le Nôtre, le jardin dit tout sur cet esprit français, contrôlé par l'étranger, qui allait droit son chemin en esquissant de temps en temps la révérence d'un massif arrondi, sans jamais s'égarer dans les sinuosités et les circonvolutions dilatoires de ces allées où le promeneur semble chercher à se perdre, ou à se retrouver.

Au pied du donjon, le fossé

J'AI mis le siège devant le château, avec l'espoir d'obtenir la reddition du châtelain. Sans succès, je dois le dire. Le duc ne sortait jamais sans son donjon, ou plutôt, il était lui-même le donjon de sa demeure, haut, lisse et impenable. Je n'ai eu la chance de le rencontrer que deux fois, l'une en chemin de fer, l'autre, la première, pour une visite académique où je me trouvais dans l'humble posture du novice qui ne sait pas encore si les pères du chapitre lui accorderont la permission de prendre l'habit. Elle me fut refusée, ma formation ayant été trop hâtive, et ma commission de la règle laissant beaucoup à désirer. Le duc montra de l'affabilité, et même cette sorte d'empressement superflu que l'on témoigne aux malades qui ne savent pas encore la gravité de leur état. Il m'instruisit des mystères du sacré collège des Quatre-Nations, dont il a été le précieux exécutif dans la *Vielle Dame du quai Conti*, dame imprévisible qui fut un peu sa Récamier, désirable et cruelle, qui ne lui céda qu'après dix années d'une cour persévérante et plus d'une fois découragée. Il me parut curieux des êtres, et je ne m'étonnai pas qu'il eût écrit tant de biographies. Mais, s'il se prêtait volontiers au dialogue, il ne se livrait pas, et, bien qu'il ne tombât que de la bienveillance de ses machicolles, le petit-fils de paysan ne pouvait pas ne pas sentir, au pied du donjon, le fossé : « Ce grand seigneur, se disait-il en observant les longues papayères pareilles à une visière de heaume à demi baissée, et qui laissaient filer un regard aimablement mêlé de café noir, à quelque chose de secret, d'insaisissable, protégé par cette politesse dissuasive qui vous tient en respect mieux qu'un fer de lance. Un château serait-il toujours une Bastille, l'éducation que l'on y reçoit aurait-elle pour effet de vous rendre inaccessible, et les lettres de noblesse ne seraient-elles, au fond, qu'une variante armoriée des lettres de cachet ! »

Il faut dire que, de sa vie, le petit-fils de paysan n'avait vu un duc d'aussi près. Il était naturel qu'il se posât beaucoup de questions, à commencer par la plus importante : quel enfant son prestigieux vis-à-vis avait-il été ?

Dans une lettre à son vieil ami Christian Melchior-Bonnet, le duc parle de son enfance « monotone et ennuyeuse », et, pour qu'un enfant s'ennuie, il faut vraiment qu'il ne manque de rien ; ou que la bride lui soit tenue trop serrée, ou encore qu'une éducation durcie par les circonstances l'ait chargé de responsabilités dynastiques nettement excédentaires à un âge où l'on échangeait volontiers sa couronne contre un cerceau.

Je pense que ce fut le cas. Né en 1908, à la Bastide-d'Engras, élevé au château de Gaujac, René, Gaspard, Marie Edmond de La Croix de Castries eut le malheur de perdre en la même année 1913 son père et son grand-père, ce qui le fit chef de famille à cinq ans.

Il apprit que ses aïeux étaient venus de Majorque à Montpellier au seizième siècle, que la lignée comptait des lieutenants généraux, des présidents de cours souveraines, des prélats, cinq chevaliers du Saint-Esprit, deux amiraux, un maréchal de France ministre de Louis XVI et de Louis XVIII, une première dame de France, épouse de Mac-Mahon ; qu'il y avait eu un saint dans la famille, saint Roch, patron des pestiférés, titulaire à Paris d'une église sur les marches de laquelle un certain Bonaparte avait conquis le titre de « général Vendémiaire » ; que la puissante maison de Castries avait même, incidemment, fourni un ministre de la guerre à la Convention en la personne de Pache, *concierge de son hôtel* ; et qu'en conséquence de tout cela, fut-ce à cinq ans, un petit Castries n'avait pas la permission d'être petit.

Soldat, marin ou prêtre...

« JE crois, écrit-il dans *Papiers de famille*, ouvrage massif et ordonné, sur le modèle de Castries, que mon enfance s'est déroulée dans un climat de grande tristesse, bien que mon caractère ait été plutôt porté à la gaieté. Je dois à ma mère une formation religieuse très solide qui ne s'est jamais trouvée en défaut et un goût profond de la tradition. Elle le poussa si loin qu'elle m'affirma toute ma jeunesse qu'un Castries ne pouvait être que soldat, marin ou prêtre, vocations que je ne ressentais nullement. »

La religion, c'est le règlement fondamental de l'existence morale ; la tradition des grandes familles est la constitution non écrite dont on ne saurait s'écarter sans trahir sa naissance. Le jeune Castries respectait le règlement, mais il n'en tirait pas l'enthousiasme qu'il faut pour endosser la soutane. Soldat, il ne pouvait l'être, son sens critique et son esprit d'indépendance, visibles de bonne heure, étant incompatibles avec les alignements de la discipline militaire. Au surplus, l'idée ne lui soulevait guère d'ajouter un commandement à un titre ducal qui lui semblait déjà lourd à porter, pour les devoirs qu'il implique, sans doute, mais aussi en raison des conditions dans lesquelles son grand-père l'avait repris de la branche aînée, éteinte.

Le jeune Castries était fort conscient qu'être duc par la branche cadette exigeait un supplément de prouesse qui n'était pas requis de la branche aînée. Sa mère et les deux parentes qui lui avaient fait, si l'on ose dire, une enfance au-dessus de son âge l'élevaient dans cet état d'esprit, désolées qu'il ne voulait servir ni sur terre, ni sur mer, ni dans les armées du ciel.

Par chance pour lui, pour nous et pour moi, il s'aperçut que, s'il manquait un mètre au-dessus de la tête, il était de la famille, on n'y voyait pas non plus d'académicien. Or les académiciens portent l'épée, comme tout vrai gentilhomme, et s'ils ne s'en servent pas, c'est uniquement par obéissance aux édits de Louis XIII et du grand cardinal ; leur uniforme recouvre des mêmes ramages de plus étonnante diversité de caractères et de vocations ; et l'Académie ouvre une longue carrière à l'ambition, quand on songe au temps qu'il faut pour y entrer.

Objetif séduisant pour un jeune amoureux des lettres, qui tient à être agréable à une famille attachée aux cadres traditionnels. On peut considérer que le jeune Castries a fait sa première visite académique à dix-sept ans, auprès de l'excellent historien Pierre de La Gorce, son voisin de garrigue, qui le reçoit comme seuls les académiciens savent recevoir, avec cette mansuétude encourageante qui enflamme la foi de la jeunesse et ranime l'espérance chez le moribond.

Dependant, comme il était un peu tôt pour mener campagne, René de Castries entre à l'École des sciences politiques pour suivre les cours de finances et de diplomatie de cette grande institution, qui a l'avantage de ne pas compromettre l'avenir, dans la mesure où elle ne l'assure pas.

On serait mieux renseigné sur l'adolescence de René de Castries si les milliers de pages de son *Journal* n'avaient été déposées aux Archives nationales. Tout ce que l'on sait, grâce à l'une de ses rares confidences écrites, est qu'il traversa une crise de jeunesse dont il dit lui-même qu'elle « frisait l'anarchie », nous laissant d'ailleurs dans l'ignorance sur la manière dont l'« anarchie » se manifeste chez les ducs, si c'est par la haine de la chasse à courre ou le refus du balaie-main. Cette crise coïncidait avec sa majorité et son entrée dans le monde, paré de ce titre ducal qui n'excitait nullement sa convoitise, et que sa famille lui enjoignit de porter pour ne pas désavouer son grand-père. S'il désirait paraître, c'était en librairie, plutôt que dans la société.

En tout cas, ce moment de révolte, qui n'était pas allé jusqu'à l'empêcher

d'accomplir loyalement son service militaire, prit fin en 1934 avec son mariage. L'événement décisif de sa vie, nous dirait-il dans *Papiers de famille*.

« Vous m'avez fait heureux »

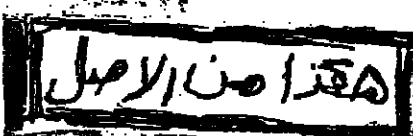
IL y avait alors en Languedoc, du côté de Béziers, au milieu d'un océan de vignes, une néridée, enfin, une belle demoiselle, que ses parents entendaient établir au plus tôt sur la terre ferme des unions sagement préméditées. En ce temps-là, on ne mariait plus les filles comme au dix-septième siècle en leur donnant le choix entre la soumission et le couvent, mais enfin les parents des futurs avaient encore tendance à penser que, s'ils parvenaient à s'entendre, leurs enfants y réussiraient aussi. Lorsque la demoiselle de Cassagne eut vingt-deux ans, on lui signifia qu'il était temps de prendre un parti. Elle avait déjà repoussé plusieurs prétendants des plus convenables et qui s'étaient déclarés prêts, pour l'amour d'elle, à combattre le midi jusqu'au bout du monde. Lasse de ce défilé, elle décida que le candidat suivant serait le bon. Et il le fut : c'était notre anarchiste. Il était le premier à ne parler ni sulfate ni récolte, et il semblait que le raisin fut pour lui un format de papier. Il savait beaucoup de vers, car il avait pris l'habitude d'en apprendre une dizaine chaque soir pour s'endormir en musique, et il les disait volontiers, informé qu'il était que les jeunes filles ne comprennent pas quand on leur parle en prose. Elle fut charmée, on les maria.

Ce fut un beau mariage chrétien, c'est-à-dire un pari sur l'absolu, où, moyennant l'échange d'une seule parole magique, un « oui » conforme à l'Évangile, autrement dit un « oui » qui soit un « oui » et non un acquiescement flottant sur les fonds sournois de la réserve mentale, deux êtres finissent par n'en faire qu'un sans même s'en apercevoir.

Un engagement n'est efficace que s'il est éternel, comme une loi n'a de valeur que si elle est immuable. Les épreuves, les traverses, les chocs de caractères, les petites faiblesses, tout ce qui achève de dénouer les unions mal jointes, renforcent au contraire les autres : il y a une sorte de néguentropie du mariage chrétien, qui le rebâtit sans cesse avec ce qui devrait le défaire. Et l'âge n'y fait rien, et chaque ride, qui fut un chagrin, souligne le contrat d'une ratification supplémentaire. Le bonheur est un don de la foi. C'est ainsi qu'à la fin de sa vie, avant de prendre poliment congé de ce monde, René de Castries a pu dire à celle qui restait : « Vous m'avez fait heureux. »

Et, à vrai dire, il n'était pas tellement doué pour l'être. Sans la vive énergie de Monticelli, sa lucidité pouvait très bien l'incliner aux méditations ou aux macérations improductives, tout comme son expérience pouvait, avec l'âge, se concentrer en amertume — car il était des plus doués pour la maxime, genre pessimiste, et ses héritiers n'auraient aucune peine à tirer de ses œuvres complètes un livre d'aphorismes sarcastiques ou modérément revigorants qui nous donneraient de lui une image plus ressemblante que les gravures officielles, l'image d'un esprit parfaitement libre de tous les préjugés de sa classe, d'un juge impartial de l'histoire, et finalement d'un moraliste comme il y en eut toujours, ici ou là, dans nos châteaux. Et il avait le sien, passé aux d'Harcourt dans une vaste corbeille de mariage, et dont Monticelli de Castries, à vingt-trois ans, fut chargée de négocier le retour. La famille d'Harcourt, qui avait proposé le rachat, discuta le prix des terres et abandonna le château sans combat, considérant, noblement, que Castries revenait aux Castries. Il suivit les tractations avec le sentiment désagréable d'assister aux préparatifs de ses propres funérailles. Il se voyait condamné à mener loin de Paris une existence factice de châtelain se déséchant dans une longue inertie et une lente évaporation de neurones, telle qu'il la décrira avec une sorte de causticité mélancolique dans son premier roman, *Mademoiselle de Méthamis*.

(Lire la suite page 10.)



LA RÉCEPTION DE M. ANDRÉ FROSSARD A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

La réponse du R.P. Carré

MONSIEUR,

LORS d'une séance solennelle de l'Académie, celui qui vous reçoit aujourd'hui occupait cette même place. Le lendemain, un journaliste factieux prétendit que la présence d'une robe blanche donnait à la Compo un petit air de tribunal de l'Inquisition. Vous n'êtes pas dupe, monsieur, d'autant que, cette robe, un des prêtres que vous vénériez entre tous la portait lui aussi. J'étais son ami.

Une personne, désireuse sans doute de votre bien, vous déclara que vous n'aviez pas été accueilli dans notre compagnie sans quelque difficulté. « Madame, lui répondîtes-vous, comment voulez-vous qu'un gailliste ait, le 18 juin, une élection de maréchal ? Réplique digne d'un certain et célèbre « cavalier seul ». Reconnaissons-le : les articles qui parurent après le 18 juin mirent surtout en valeur vos dons de polémiste.

Ils saluaient ainsi une part étincelante de votre œuvre, mais on aurait tort de s'y limiter. Il suffit de soutenir votre regard pour comprendre que la matière à laquelle volontiers on accolait votre nom masque votre vraie personnalité. L'auteur des billets que tant de lecteurs abordent dans un journal du matin, après avoir regardé la caricature qu'ils attendaient avec la même gourmandise, cet auteur-là est l'un de nos écrivains les plus soucieux du respect que mérite tout homme en son mystère. Il met au plus haut rang le sentiment pudique et chaleureux qui se nomme la compassion.

Le public qui entendit votre témoignage pendant le procès Barbie fut bouleversé par vos paroles. Elles étaient celles d'un homme libre qui, sans haine, oubliant même sa propre expérience de la prison dans la joie de retrouver des camarades survivants, n'avait sous les yeux que « cet enfant de Varsovie aux bras levés devant les soldats, seul dans un espace vide avec ses mains ouvertes et déjà crucifiées ».

A la prison de Montluc, en 1944, dans cette sinistre « maison des otages », certains détenus vous enviaient : « Et encore ! Toi, tu as de la chance ! Tu es croyant ! » Vous tentiez de leur expliquer qu'être croyant n'empêche ni le mal de mer ni la peur, car « je vous cite » le croyant n'est pas « un être surnaturellement blindé ».

Je vous salue, monsieur, de vous être refusé à une apologétique de bon ton. Vous étiez, comme les autres, usé par les abominables conditions de détention, par l'angoisse, par l'horreur de voir mourir ses voisins. « La torture physique, écrivez-vous, a des limites. Quand le corps en a assez, il sombre dans l'inconscience ou dans la mort. Mais l'âme peut souffrir sans fin, sans trêve, de plus en plus fort [...]. On dirait que chaque souffrance nouvelle apporte avec elle un supplément de capacité de souffrir ».

Vous ne possédez qu'un seul privilège : celui de la prière. « Certains moments, j'avais l'impression que toute la baraque pesait sur mes épaules, que nous reposions tous sur un seul d'entre nous, à tour de rôle... J'étais chargé comme une pile, comme un transformateur... Je recevais du chagrin, de la peur, de la mort... Je rendais du sacrifice, de l'encens, de la folie... »

De telles heures marquent un homme à jamais. Pendant dix ans, vous les avez revécues chaque nuit en rêve. Oui, en rêve, puisque se désignent ainsi les désirs de grande joie comme les réminiscences de l'horreur. J'ai dit que vous aviez parlé sans haine lors du procès où, pour la première fois dans l'histoire — parce qu'il était lui-même d'une nouveauté absolue, — était jugé le crime contre l'humanité. Dans un livre saisissant, publié il y a quelques semaines, vous avez largement développé votre intervention. Avec une rigueur passionnée — car la rigueur appelle la passion — vous définez le crime contre l'humanité, crime commis lorsque, par système, par doctrine d'Etat, « l'on tue quelqu'un sous le seul prétexte qu'il est né ». Le nazi retire au juif et au tzigane la possibilité même d'échapper à la mort.

Pas question d'apostasier sa religion, ni de trahir ses idées et son pays. Nulle échappatoire. La seule pièce du dossier

est l'acte de naissance. Aussi vous a-t-on fait remarquer l'ambiguïté du titre. Un système fondé sur la négation de l'humanité peut-il commettre un « crime contre l'humanité » ? Mais c'est que vous voyez là plus que la décision de biffer une race de la carte du monde, vous découvrez un sacrilège, une tentative de déicide.

Aux jeunes qui demandent : « Comment devient-on Barbie ? », vous répondez par une analyse implacable du totalitarisme. Si l'on s'étonne que l'évocation des enfants juifs d'Izieu n'ait pas fait brocher le bourreau, vous expliquez l'attitude de ce dernier : « Le système s'était emparé de sa conscience, et ne la lui avait jamais rendue. Elle était ensevelie avec Hitler, dans les décombres du bunker de Berlin ». Aussi, aux jeunes qui ajoutaient : « Cela peut-il recommencer ? », vous répondez oui, car tous les crimes de la frénésie raciste ont une seule et même origine : le mépris de l'homme. Parce que, sous une forme ou sous une autre, ce mépris de l'homme s'efforcera toujours d'exercer ses ravages, ne laissons jamais personne — sur quelque terrain que ce soit, psychologique, politique, biologique, — ne laissons jamais personne voler notre conscience.

De la colère à l'émotion

AVANT de m'attacher à un autre aspect, capital, de votre vie, je ne résiste pas, monsieur, au désir de louer votre style. Avec le même bonheur d'expression, vous passez de la colère à l'émotion, de l'ironie à la sérénité. Vous êtes précis et limpide. Je me risquerai même à parler de raffinement, à condition de ne point entendre par là une excessive recherche, mais cette subtilité sans quoi nous échapperions nombre d'éléments du réel.

Les titres de vos ouvrages profitent de ce don. La meilleure preuve m'en est fournie par la France en général. En quatre mots, vous faites tenir tout un monde : les Français, dont vous vous faites une certaine idée ; la France, qui est plus que les Français, et l'homme qui, assis dans cette France pendant un temps de l'histoire. Livre grave, qui commence par l'évocation muséifiée de la Belle Epoque avant de tenter le bilan de 1945 en des termes qui prennent à la gorge. De temps à autre — comment y résisteriez-vous ? — un trait d'esprit éclaire ces pages. Par exemple, si l'on compare le général de Gaulle à Napoléon, vous vous dépêchez d'ajouter : « Moins la famille, plus l'orthographe ».

Au siècle dernier, dans son discours de réception, Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans, déclarait : « On dit quelquefois : ce sont des querelles de mots, et on dédaigne. On a tort... Comme s'il pouvait y avoir entre les hommes des querelles où les mots fussent peu de chose ! Comme si toutes les plus grandes révolutions humaines, bonnes ou mauvaises, ne s'étaient pas accomplies par la puissance des mots, c'est-à-dire par la puissance des idées et des choses que les mots expriment ! »

Je regrette que Mgr Dupanloup ne figure pas sur la liste de vos prédécesseurs. Car vous manifestez le même amour des mots, comme le manifeste aussi le pape Jean-Paul II. Dans la Baleine et le Ricin vous vous plaignez, à juste titre, que les mots se soient vidés petit à petit de leur sens, qu'ils soient en train de mourir, les images venant aujourd'hui les remplacer. A quel beau combat vous voici donc appelé parmi nous !

La vérité est une Personne

UN jour, vers la fin de décembre 1934, notre confrère, M. Jean Guilton rendit visite à Henri Bergson. Parmi les propos qu'il recueillit avec soin, je retiens celui-ci : « J'ai exprimé quelque part, dit Bergson, une pensée qui est bien simple, quoique souvent oubliée : on n'est jamais obligé d'écrire un livre. On est obligé à ne jamais écrire, quand on écrit, contre sa pensée. Et il arrive parfois que le devoir vous oblige d'écrire, par exemple quand c'est le seul moyen de sauver des âmes ».

En publiant Dieu existe, je l'ai rencontré, vous ne nourrissez pas, mon-

sieur, une telle ambition. Converti depuis trente-quatre ans, vous n'avez pas caché jusque-là votre appartenance au catholicisme. Mais sur la façon que Dieu avait choisie pour révéler son existence et son amour à un jeune homme athée, familier de Voltaire et de Rousseau, qui promenait — je vous cite — « un scepticisme désœuvré sur une sorte d'île intérieure environnée de brouillards », vous avez gardé le silence. Alors, ce silence devant une réalité proprement ineffable, pourquoi le rompre ? Plus qu'une louange rendue à Dieu, n'allez-vous pas simplement susciter de l'étonnement, ou bien un sourire protecteur, voire provoquer un refus scandaleux ? La réponse est claire : à une certaine date de l'existence sonne, impérieuse, l'heure du témoignage. Elle sonne pour vous. Si beaucoup d'hommes, venus de tous les horizons, éprouvent le besoin de livrer le fruit de leurs travaux ou de leurs recherches, aucune pudeur, aucune crainte ne doit-elle retentir celui qui fit l'expérience que vous nous contez.

Expérience rare. Saint Thomas d'Aquin admet le miracle en deux circonstances : rien ne laissait prévoir une telle interruption de la Grâce ; ou bien sur la foi de l'homme devenu autre au terme d'un long cheminement, rien ne

catholique à la sortie de cette chapelle, que je l'eusse été à me voir girafe à la sortie d'un zoo ».

J'extrait ces lignes de l'ouvrage intitulé : Il y a un autre monde, où vous faites état des réactions qui suivirent votre confession. Les risques entrevus n'étaient pas illusoire. On pasticha très vite l'affirmation volontairement provocante de votre titre. On haussa les épaules, comme l'avaient fait bien des années plus tôt, en apprenant que vous aviez changé de bord, des amis de votre père, onze fois ministre de la Troisième République et, pour un moment, premier secrétaire général dans l'histoire du Parti communiste français. Vous vous attendiez à des rebuffades, comme à ces plaisanteries. Les réticences manifestées par des catholiques, et même par des théologiens, visant d'ailleurs le titre du récit plus que son contenu, vous atteignirent au cœur. Dans ce nouveau livre, vous revenez donc sur plusieurs points importants de votre récit. En particulier, vous soulignez avec force la réalité de l'événement.

Des croyants attiédés, et même (je vous cite) « des faiseurs d'homélies » remplaçant le mot miracle par le mot merveille, vous avez besoin de quelque chose pour contrôler vos dires et pour tirer au jour ce qui est encore

et envie les hommes et les femmes qui, comme Henri Lacordaire, ont entendu un jour une voix qui leur disait : « Voilà Jésus-Christ... [Lui] seul a la mesure de notre être ». Ils déclarent au prêtre : « Nous sommes fidèles, mais des fidèles habitués. Il nous manque le souvenir éblouissant d'une rencontre personnelle. Nos vies n'ont pas été retournées comme on retourne un gant ». Le prêtre peut leur opposer les regrets de convertis dont il a été aussi le confident : « Nous avons ce souvenir, et il est inoubliable. Cependant nous manquons de racines. Comme un enfant qui ne sait pas encore de quelle manière se tenir à table, nous regardons les autres afin de les imiter ».

Une dilatation de l'âme

EN tout cela je ne vois pas comment justifier le qualificatif « encombrants » rapporté plus haut. Il nous faut donc compléter l'analyse. Dans un roman dont le titre laisserait imaginer qu'il s'agit de la chronique du séminaire d'une grande cité de province, notre confrère M. Jean Dutourd introduit avec perspicacité la conversion d'une jeune femme. Depuis sa saisie par Dieu dans la cathédrale de Chartres, une chaleur diffuse, « à moins que ce ne fût une lumière (oui, plutôt une lumière) », va émaner d'elle, lumière toute nouvelle qui semblait avoir « sa source dans les profondeurs de l'être ». Cependant son caractère ne variera pas. Or les convertis célèbres dont les noms se sont inscrits dans nos mémoires ne font guère penser davantage aux doux et aux humbles dont le Seigneur déclare qu'ils posséderont la terre.

Leur tempérament joue son rôle. Ne nous étonnons donc pas s'ils ont la volonté opiniâtre de changer le plus de choses possible là où ils arrivent. Admettons même l'incompréhension dont quelques-uns témoignent devant d'autres itinéraires que celui dont ils ont bénéficié. Ils ne cherchent pas tous comment l'on se tient à table. Certains l'ont appris de Dieu lui-même.

Une question se pose pourtant, et je la formule dans un sentiment de reconnaissance : encombrants, ne le seraient-ils pas aussi à notre profit ? Nous avons tous croisé des automobilistes partant en vacances dont le comportement nous laissait ahuris. Au lieu de prendre leur repas dans une clairière, ils s'installent au bord de la route. Combien de croyants leur ressemblent ! Les convertis les empoignent alors pour leur rappeler que l'air des cimes ne se respire pas au bord d'une route. Du jour où Maurice Clavel décida de rompre avec les dépressifs qui, disait-il, s'ignaient Dieu en eux « avec des tranquillisants », il apporta à nombre de chrétiens ce que le Supérieur de mon collège appelait avec joie « une dilatation de l'âme ».

Mai 68 : un phénomène religieux

« DIEU existe, je l'ai rencontré » date de 1969. A ce jour seize traductions en ont été faites, dont trois dans les pays de l'Est : deux clandestines, et une écrite à la main en Russie soviétique. Un an plus tôt, en mai 68, le pays connu les secousses que nous savons ou plutôt dont les adultes et les anciens se souviennent. Car les jeunes gens et les jeunes filles d'aujourd'hui n'en ont souvent qu'une idée fort vague. Vous attendez 1982, monsieur, pour publier la Baleine et le Ricin, un titre insolite pour ceux qui n'ont pas lu, dans l'Ancien Testament, les relations que Dieu établit entre le prophète Jonas et la grande ville de Ninive.

Dès le seuil de l'ouvrage vous dévoilez votre thèse : mai 68, « ce ne fut pas une révolution, mais quelque chose de beaucoup plus rare : un tremblement d'histoire accompagné d'un grand ébranlement de structures et d'un vaste remous de barricades ». La violence, la fête, la liberté, ont joué dans le tumulte un scénario indéchiffrable. Au long d'une sorte de dialogue avec vous-même, vous tentez de déchiffrer le scénario. Tremblement d'histoire ?

(Lire la suite page 12.)



mariek Rudnicki

jettera par la suite l'ombre la plus petite. Vous appartenez à la première famille : celle de Paul de Tarse et de ce Père Ratisbonne dont vous découvrirez, longtemps après votre baptême, qu'il connut au siècle dernier, et dans les mêmes conditions, le même émerveillement. Parlant de vous, c'est aussi lui que vous mettez en cause quand vous interrogez : « Comment a-t-il pu se faire que, entré avec indifférence dans une église, athée placide et exempt de tourments, il en soit ressorti après quelques minutes hurlant — tout intérieurement — de joie, que la vérité fut si belle... ? » Car la vérité se dévoile de façon stupéfiante : elle est une Personne. Dans cette lumière vous en apprenez sur la religion chrétienne plus que le contenu de dix ouvrages de doctrine. A côté de tous les êtres qui cherchent, parfois désespérément, vous qui ne cherchez pas, vous trouvez.

De ces gens encombrants...

Le portail de l'église était là, rue d'Ulm, très exactement en face de cette Ecole des arts décoratifs où vous vous étiez inscrit après vos études au lycée Buffon. Mais vous n'aviez jamais traversé la chaussée. Vous voilà brûlant d'avertir les passants qu'ils marchent au bord de l'infini, et en même temps l'événement vous cloue au sol : « J'ai été aussi surpris de me voir

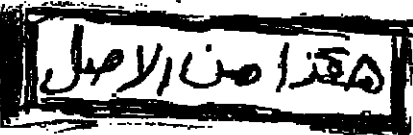
enfoui dans votre conscience. Vous le trouvez sans peine. Il s'agit de ce religieux auquel j'ai fait allusion en commençant. Il s'agit de ce prince de l'esprit, dont notre regretté Georges Dumézil me vantait l'exceptionnel savoir : le Père Jean de Menasse. Il vous avait poussé à écrire : Dieu existe... Quelle chance ! — quelle grâce ! — de recevoir sur votre conversion les lumières d'un saint.

Monsieur, vous m'avez rapporté un mot de Bernanos affirmant que les gens de votre espèce étaient encombrants. Il visait principalement les écrivains, les orateurs qui, dans l'Eglise et dans la société, font état de leur retour à Dieu. Nous n'oublions pas pour autant les humbles, je veux dire les pauvres de culture qui manquent de vocabulaire pour s'exprimer. Les uns et les autres agissent ; ou tout est là. Vous ouvrez donc un débat dont ni vous ni moi ne verrons la fin. Si, dans la Maison du Père, beaucoup peuvent trouver leur demeure, les chrétiens n'offrent pas toujours aux convertis le même accueil. Permettez-moi de ne pas m'appesantir sur le cas de ceux qui jaloussent assez honteusement certains ouvriers de la onzième heure. Ils apprécient modérément cette ultime volte-face, cette adhésion, après une vie de plaisirs, à des vertus qu'ils pratiquent, eux, depuis longtemps et sans joie. Plus nombreux sont ceux qui regardent avec admiration

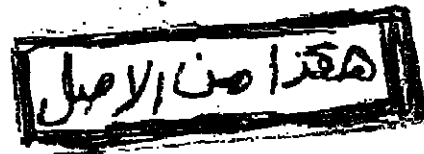
WILLIAM SHAKESPEARE
Hamlet
traduit et présenté par André Lhéry
Collection Bilingue Aubier

Le Monde sur minitel
ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS
au Monde et à ses publications
3615 TAPEZ LEMONDE puis ABO

REVUE EUROPÉENNE
DES MIGRATIONS INTERNATIONALES
L'IMMIGRATION est en France et en Europe, l'un des enjeux essentiels du débat public. La REVUE EUROPÉENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES est la seule revue scientifique spécialisée dans ce domaine.
Dans son dernier numéro paru en janvier 1988 :
- LE CODE DE LA NATIONALITÉ. Combien de personnes deviennent-elles françaises chaque année ? Comment ?
- LES RÉFUGIÉS ET LES DEMANDEURS D'ASILE. Combien sont-ils ? Quelles politiques en France et en Europe ?
Et des articles de spécialistes français et étrangers sur d'autres questions d'actualité.
En vente à Paris dans les librairies PUF, FNAC.
Renseignements, verse, abonnements : tél. (01) 49-48-12-66
Revue Européenne des Migrations Internationales, UA CRRS 1195
Département de Géographie, 55, av. de France, 95022 PONTAISE Cedex



Spectacles



Météorologie

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX
PIERE PECHIN. Grand Théâtre d'Edgar (43-20-09). 21 h : dimanche 15 h.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Le Petit Dictateur: 20 h 30.

d'été: 14 h, dim. (représentation ouverte) 14 h, lun. 20 h 30. La guerre de Troie n'aura pas lieu: 20 h 30.

LES SAISONNIERS

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

Samedi 12 - Dimanche 13 mars

THÉÂTRE DE LA VILLA-PALÉSIA (46-64-89-09). Le Crocodile: 21 h, dim. 15 h 30.

LES SAISONNIERS

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle: 20 h 30.

LES SAISONNIERS

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

THÉÂTRE OUVERT-JARDIN D'HERVER (42-62-59-49). Paris-Nord: 18 h 30.

LES SAISONNIERS

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

THÉÂTRE RENAUD-BARRAUD (42-56-30-70). Grande salle: 20 h 30.

LES SAISONNIERS

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

THÉÂTRE GREVIN (42-46-84-47). Le Cid improvisé: 19 h. Châtelain joué intérieurement: 21 h.

LES SAISONNIERS

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOTT (47-74-24-24). Samedi 12.

Samedi 13. Sombre Crépuscule (1985, v.o.s.f.).

Centre Georges-Pompidou (42-78-35-57). Samedi 12.

Samedi 13. Rencontres d'Épines-sur-Seine, 15 h.

Salle Garance. Centre Georges-Pompidou (42-78-35-57).

LES SAISONNIERS

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

LES SAISONNIERS (Fr.-It.-All.). Studio des Ursulines: 9 (43-26-19-09).

ALBATROS présente PRUCNAL A LA CIGALE à partir du 10 mars 20h30

DERNIERE LE 20 MARS THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS LES RACINES DE LA HAINE

ALBATROS présente PRUCNAL A LA CIGALE à partir du 10 mars 20h30

DERNIERE LE 20 MARS THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS LES RACINES DE LA HAINE

ALBATROS présente PRUCNAL A LA CIGALE à partir du 10 mars 20h30

DERNIERE LE 20 MARS THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS LES RACINES DE LA HAINE

ALBATROS présente PRUCNAL A LA CIGALE à partir du 10 mars 20h30

DERNIERE LE 20 MARS THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS LES RACINES DE LA HAINE

ALBATROS présente PRUCNAL A LA CIGALE à partir du 10 mars 20h30

DERNIERE LE 20 MARS THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS LES RACINES DE LA HAINE

ALBATROS présente PRUCNAL A LA CIGALE à partir du 10 mars 20h30

DERNIERE LE 20 MARS THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS LES RACINES DE LA HAINE

ALBATROS présente PRUCNAL A LA CIGALE à partir du 10 mars 20h30

DERNIERE LE 20 MARS THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS LES RACINES DE LA HAINE

PARIS EN VISITES

« Une heure au Père-Lachaise, 11 heures et 15 heures, boulevard de Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langlade).

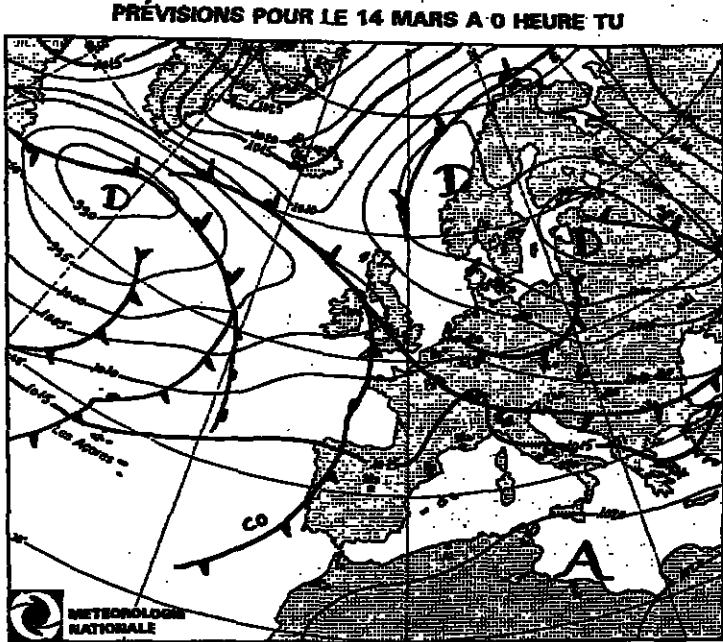
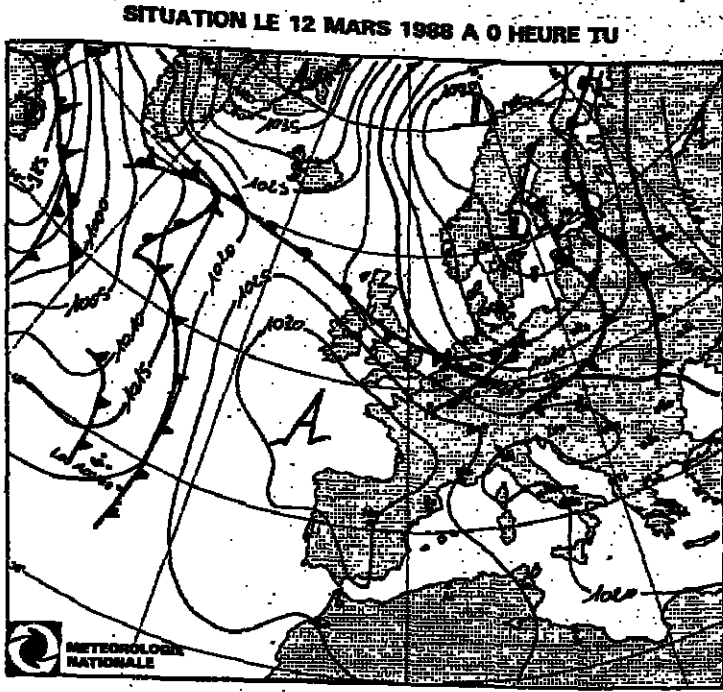
LUNDI 14 MARS

« Hôtels et passages du faubourg Saint-Hippolyte: 14 h 30, métro Madeleine, sortie Trois-Quartiers (Les Filanciers).

CONFÉRENCES

Centre Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, 14 h 45. « Churchill, une vie » (diapositives), par Claude Boulanger (Age d'or de France).

Météorologie



Evolution probable du temps en France entre le samedi 12 mars à 0 h TU et le dimanche 13 mars à 24 h TU.

Les hautes pressions vont s'affaiblir progressivement sur notre pays. Mais, dimanche, le courant perturbé s'affaiblira encore que les régions du Nord et de l'Est.

Dimanche : temps calme et doux.

Sur le Nord, les Ardennes, la Champagne, la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté, le ciel sera gris et il tombera quelques gouttes de pluie (à et là. Mais, à partir de 600 mètres environ, sur les Vosges et le Jura, ce seront alors des flocons de neige.

Sur la Normandie, l'Île-de-France, le Centre, la Bourgogne, l'Arvergne et la région Rhône-Alpes, les nuages seront abondants. Au mieux, on aura droit à un coin de ciel bleu de temps à autre.

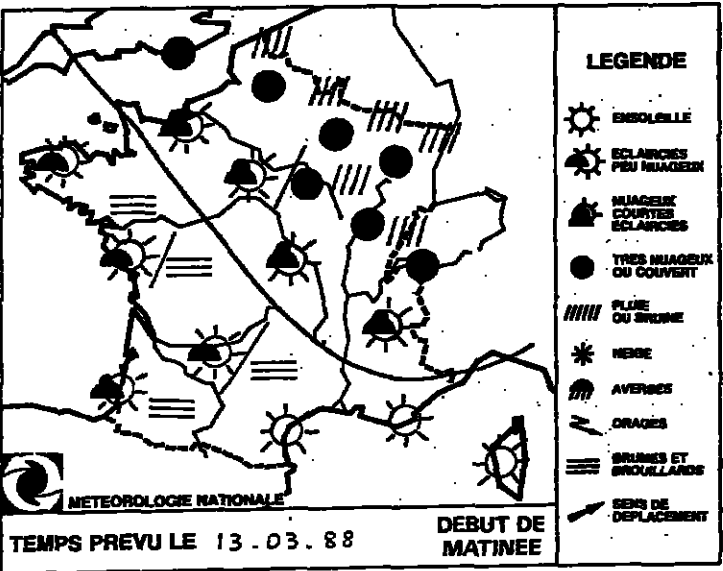
Des régions s'étendant de la Bretagne au Sud-Ouest, les nuages bas ou les brouillards matinaux laisseront place, petit à petit, au soleil. Il faudra donc être patient.

Sur le pourtour méditerranéen et la Corse, le soleil brillera dès son lever.

Côté thermomètre : au cours de la nuit, les températures descendront légèrement en dessous de 0 degré sur le Massif Central et les Alpes. Sur les autres régions de l'intérieur, il fera entre 1 et 5 degrés, et, sur le littoral, on sera entre 5 et 7 degrés.

Dans l'après-midi, les températures varieront entre 6 et 16 degrés du nord au sud du pays.

Les vents d'ouest seront modérés sur les régions septentrionales, faibles ailleurs.



TEMPS PREVU LE 13. 03. 88

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés		le 11-3-1988 à 6 heures TU et le 12-3-1988 à 6 heures TU	
FRANCE			
AMBOISE	13	N	9 6 P
BREIZH	12	C	10 6 P
BREIZH	12	C	10 6 P
BOULOGNE	8	A	4 C
BREST	9	A	7 C
CADIX	10	A	8 C
CHERBOURG	9	C	7 C
CLEMONT-FERR.	10	C	7 C
DIJON	9	C	7 C
GRENOBLE-S.M.H.	12	C	7 C
LYON	10	C	7 C
LIMOGES	9	C	7 C
NICE	14	C	7 C
MASSILLON	13	C	7 C
NANCY	7	C	7 C
NANTES	9	C	7 C
PARIS-MONT.	14	C	7 C
PERPIGNAN	16	C	7 C
RENNES	10	C	7 C
STRASBOURG	7	C	7 C
TORONTO	9	C	6 P
TOULOUSE	12	C	6 P
MONTREAL	30	A	19 3 D
ÉTRANGER			
ALGER	15	D	15 10 B
AMSTERDAM	7	C	7 4 P
ATHÈNES	13	C	13 5 C
BANGKOK	27	C	25 C
BARCELONE	17	C	17 5 D
BELGRADE	5	D	5 -1 D
BERLIN	7	C	7 1 P
BUDAPESTE	7	C	7 1 P
COPENHAGUE	19	C	11 11 D
DAMAR	25	C	17 17 N
DELHI	26	C	16 16 N
GENÈVE	20	C	10 10 D
HONGKONG	20	C	10 10 D
ISTANBUL	5	C	5 2 N
JERUSALEM	9	C	9 1 D
LISSABON	19	C	9 9 D
LONDRES	12	C	12 8 C
LOS ANGELES	21	C	9 9 D
LUXEMBOURG	5	C	5 4 P
MADRID	19	C	19 3 D
MARSAK	21	C	7 D
MEXICO	23	C	10 B
MILAN	9	C	7 1 D
MONTREAL	19	C	12 9 A
MOSCOU	1	C	-7 9 A
NAGASAKI	30	C	18 D
NEW-YORK	11	C	11 1 D
OSLO	5	C	-7 D
PALM-DE-MAR	16	C	0 N
PRAGUE	18	C	18 1 D
RIYAD	26	C	24 D
ROME	14	C	0 D
SINGAPOUR	30	C	24 N
STOCKHOLM	3	C	-5 N
STUTTGART	24	C	16 D
TOKYO	17	C	8 N
TUNIS	14	C	5 D
VIENNE	11	C	-2 N
VIENNE	11	C	-2 N
VIENNE	11	C	-2 N
VIENNE	11	C	-2 N

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Communication

Radio Classique étend son réseau

La conquête de la province par Radio Classique, la station musicale paritaire, détenue à 25 % par RTL et à 75 % par la société immobilière Lufca, va commencer par le Nord. Le réseau régional Viva, dirigé par Pascal Defrance et autorisé sur quatre fréquences, a en effet passé un accord avec Radio Classique lui permettant de recevoir de Paris par lignes spécialisées l'ensemble de ses programmes, les stations du Nord s'engageant à fabriquer de leur côté 25 % de programmes propres liés à l'actualité musicale de leur région.

Des négociations sortent, d'autre part, en cours entre Radio Classique et Radio-Monte-Carlo, cette dernière étant intéressée par les programmes de la radio parisienne pour alimenter son antenne de musique classique installée à Monaco et diffusant sur la Côte-d'Azur.

La CNCL autorise 168 radios FM dans la région Nord-Picardie

La Commission nationale de la communication et des libertés vient d'autoriser 168 radios FM de la région Nord-Picardie. Une décision attendue depuis plusieurs mois par les 261 candidats issus des départements du Nord, de l'Alsace, de la Somme et du Pas-de-Calais, où l'on compte 93 stations indépendantes, 38 stations membres de réseaux régionaux, 37 stations membres de réseaux nationaux.

Ce fut un travail long, complexe et périlleux. Et les hésitations et retards de la CNCL avaient fini par laisser croire que la Commission répugnait à prendre ainsi des risques de contestation, d'ajournement avant le mois de mai. Au terme de longues séances et de nombreuses négociations, la CNCL a finalement choisi un plan susceptible d'accueillir un maximum de radios (193 fréquences dégelées), quitte à limiter sévèrement les puissances accordées ; elle a opté aussi pour une sorte d'équilibre entre les différents types de radio.

D'abord, les radios locales indépendantes, il en est des commerciales et des associatives, des propriétaires (rares) et des pauvres (beaucoup). Elles mobilisent plusieurs centaines de personnes, jeunes salariés, TUC et bénévoles. C'est dans cette catégorie que certaines absences paraissent injustifiées et cruelles, et c'est le cas notamment de Radio Mons, qui animait avec fidélité depuis 1981 la petite ville d'Armentières.

Ensuite, les réseaux régionaux. C'est la première fois que la CNCL a l'occasion de les reconnaître officiellement. On y retrouve Métropolis, Septentrion, Contact (liée à Aventures FM) et RVN, le réseau lié à la Voix du Nord.

Enfin, les réseaux nationaux (NRJ, FUN, KISS, Skyrock, Nostalgie). Ni exclus ni privilégiés, ils estimeront sûrement leur part trop réduite. Les tentatives de certains de s'installer en pirates n'ont pas joué en leur faveur, la CNCL privilégiant, semble-t-il, les démarches de partenariat avec des radios locales et refusant, dit-elle, « de favoriser l'essaimage systématique en province de radios parisiennes ».

La Commission souligne qu'elle a « veillé au pluralisme des courants d'expression socio-culturels ». Pluralisme qui fut, avouent certains membres, un véritable casse-tête. La sensibilité de bon nombre de stations du Nord se révélait traditionnellement plus proche de l'opposition que de la majorité.

« Le choix semble correct », commentait vendredi M. Réveillon, directeur de développement de la Voix du Nord, qui dispose désormais de sept points de diffusion et dont la radio se retrouve à Lille encadrée par Europe 1 et RTL. « La CNCL a véritablement essayé de satisfaire le plus grand nombre, continuait-il. Félicitons-nous que la dimension régionale soit enfin reconnue. »

EN BREF

● La CNCL accuse TF 1 de promouvoir le tabac. - La CNCL a demandé des explications à TF 1 après avoir constaté qu'au cours de l'émission « Sacrée soirée » du 9 mars, l'animateur Jean-Pierre Foucault a présenté à l'antenne un paquet géant de cigarettes Giranes contenant cinq paquets de cigarettes qui ont été offertes à l'invité de l'émission. « Cette présentation, avec les commentaires qui l'ont accompagnée est en contradiction manifeste avec les dispositions de l'article 2 de la loi 78-616 du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme, qui interdit la publicité du tabac à la télévision », indique la CNCL dans un communiqué.

● Antenne 2 aura l'exclusivité du Tour de France. - M. Claude Contamine, PDG d'Antenne 2, et M. Philippe Amaury, président du conseil de gérance de la Société du Tour de France, ont signé, vendredi 11 mars, un contrat d'une durée de trois ans (jusqu'en 1991) donnant à Antenne 2 l'exclusivité de la retransmission du Tour de France.

● Médiamétrie choisit Télécontrol comme deuxième opérateur de l'audiométrie individuelle. - André Saccidjo, partenaire de longue date, Médiamétrie vient de désigner les sociétés françaises ISL et Démoscopie comme second opérateur technique du système d'audiométrie à bouton-poussoir qu'elle met en place à raison de huit cents foyers par semaine, mille sept cents foyers en novembre (date de mise en service commerciale) et deux mille foyers en janvier 1989.

Pour ce contrat de 13 millions de francs, ISL et Démoscopie exploitent le procédé suisse Télécontrol, déjà implanté en Suisse, en RFA et en Belgique. Ce procédé avait été classé second au plan technique par le CESP, organisme interprofessionnel qui a dû renoncer à son ambition de financer son propre système d'audiométrie (le Monde daté 6-7 mars).

Médiamétrie a donc éliminé l'anglais AGB (classé premier par le CESP, mais manquant d'expérience en France) et le duo SORFES Nielsen. Ce dernier, qui a déjà implanté deux cents audiomètres à bouton-poussoir, va poursuivre la mise en place pour parvenir à un système concurrent de cinq cents, puis de mille audiomètres en juillet.

Le Carnet du Monde

Naissances

- Elizabeth et Abbe MAUROV, née à Selye, en Tchécoslovaquie, sont heureux d'annoncer la naissance de Edouard, le 18 février 1988.

Préfecture de la Vendée, 85000 La Roche-sur-Yon.

- Le docteur Brigitte FOUCAULT, née à Paris, et son épouse, Paul LOURADOUR, née à Clermont-Ferrand, ont le plaisir de vous annoncer la naissance de Pauline, le 9 mars 1988.

Mariages

- M^{me} Sylvie LEROY, née à Paris, et M^{me} Nicolas BARACHIN, ont le plaisir d'annoncer leur mariage, célébré le samedi 12 mars, à la mairie du 20^e arrondissement.

Décès

- M. Raymond BRONCHY, membre honoraire de l'Éducation nationale, est décédé dans sa soixante et unième année.

De la part de M. et M^{me} Didier Bronchy, ses enfants, M^{me} Madeleine Bronchy, sa mère, Et de tous ses amis.

La levée du corps aura lieu civilement le lundi 14 mars, à 14 h 30, à la maison mortuaire, 11, rue Champagny, Neuilly.

89113 Fleury-la-Vallée.

- M^{me} Falgarone, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de Maurice FALGARONE, ingénieur ECP, titulaire de la croix de guerre 1914-1918, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 11 mars 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année.

68, rue Desnouettes, 75015 Paris.

Mots croisés

PROBLÈME N° 4698

HORIZONTALEMENT

I. N'est jamais trop chargée quand il y a un bon directeur. N'est pas un homme de parole. - II. Qu'on peut trouver en librairie. Une vague connaissance. - III. Noir, à Artigny, Soutier. Un joli bouquet. - IV. On en faisait des pains. Pas contestables. Un mot reposant. - V. La vitesse, quand le moteur est coupé. Est parfois sous le bonnet. On le prend en se promenant. - VI. Les transports risquent de l'abîmer. - VII. Un homme qui ne prend pas assez soin de ses pieds. - VIII. Faire un travail en bus. Un bruit inquiétant. - IX. Qui a des raisons de se plaindre. Fragment de vase. Faire du repassage. - X. Pas démodé. Qui ont donc besoin de repos. Mot qui peut faire venir le berger. - XI. Sa coquille est recouverte d'un épiderme corné. Sans raison apparente. - XII. Nom de famille. Dans l'alternative. - XIII. Un danger pour les poires. Peuvent courir dans les prés. Un vieux fiancé. - XIV. Le long de la Volga. Sont parfois faites à l'envers. Un peu d'espoir. - XV. Sorte de carouche. Peut rester cliqué sur un fauteuil.

VERTICALEMENT

I. Ce n'est évidemment pas le principal. N'a pas la grosse tête. - 2. Ne s'attache pas à l'argent. Son fils fut vraiment aveuglé par elle. - 3. Conjonction. Des actions vraiment condamnables. Est vraiment collante. - 4. Mesure pour le charme. Qui ont reçu une bonne correction. - 5. Pas révérité. Sur une côte bretonne. Est généralement froid en été. - 6. Qui n'ont donc pas de barbes. Ville de Norvège. - 7. Ne passeront donc pas. Pays. - 8. Père de nombreuses filles. Article étranger. Une petite difficulté. - 9. Adverbe. Dans le Var. Sur le Doubs ou sur la Sorgue. - 10. La moitié de rien. Peut se fixer au mur. - 11. On peut y taper. Dont on ne donnerait pas cher. Fournit un fil très solide. - 12. Bon à cueillir. Une femme qui compte sans dépenser. - 13. Doit être maniée avec prudence pour éviter les blessures. Mineure, au sud de la mer Noire. - 14. Qui

Soutenances de thèses

Université de Reims : mercredi 16 mars, à 14 h 30, salle du conseil de l'UFR des sciences économiques et de gestion de Reims, M. Alain Rallet : « La théorie économique contemporaine et les disparités régionales ».

Université Paris-I : jeudi 17 mars, à 16 heures, salle C 2204 au centre P. Mendès France, M^{me} Gisèle Akashi : « Les relations économiques entre le Brésil et les pays de l'Est ».

Université Paris-IV : vendredi 18 mars, à 14 h 30, salle 407, escalier G, 3^e étage, M^{me} Michèle Finck : « Le « simple » et le « sens » dans l'œuvre poétique d'Yves Bonnefoy ».

SOLDES

Lundi 14 mars.
Mardi 15 mars.
Mercredi 16 mars.
Jeudi 17 mars.
Vendredi 18 mars.
9 h à 12 h/14 h à 18 h.

HERMÈS PARIS
24, FAUBOURG ST-HONORÉ, PARIS 8^e

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CHAUSSURES, TISSUS, GANTS.

Solution du problème n° 4697

Horizontalement

I. Affluence. - II. Douille. - III. Mur. Urne. - IV. Océan. Fa. - V. Nat. Essor. - VI. Idéale. Su. - VII. Teutons. - VIII. Roméo. - IX. Or. Ub. Cru. - X. Nestor. Ur. - XI. Saussaies.

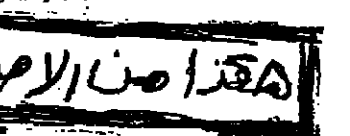
Verticalement

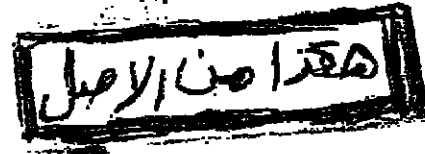
1. Admonitions. - 2. Foucade. Réa. - 3. Fureteur. Su. - 4. Li. Atouts. - 5. Ul. Néomobos. - 6. Elu. Séné. Râ. - 7. Nerfs. Soc. - 8. Nacis. Rue. - 9. Eté. Rumeurs. - 10. GUY BROUTY.

MAISON DE LA POÉSIE

Association subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, 1^{er}
M^{me} Halles - Tél. : 42-36-27-53

EXPOSITION
PIERRE SEGHERS
un homme couvert de noms
Du 5 janvier au 17 mars
tous les jours, de 12 h à 18 h
Entrée libre





Chronologie

ÉTRANGER

1^{er} - POLOGNE: Une hausse massive des prix de détail (40 % en moyenne) intervient sans que de graves incidents soient à signaler (2, 3, 4, 9 et 23).

2 - LIBAN: Jacques Merrin, un agent secret français, est assassiné dans le secteur chrétien de Beyrouth (du 3 au 8).

3 - ÉTATS-UNIS: La Chambre des représentants, en refusant, par 219 voix contre 211, d'accorder de nouveaux crédits aux rebelles nicaraguayens de la Contra, inflige un sévère échec au président Reagan (2, 4, 5 et 6).

4 - BELGIQUE: Le groupe financier français Suez annonce qu'il a acquis 10 % de la Société générale de Belgique, convoitée par M. Carlo De Benedetti. La bataille boursière fait rage et, à la fin du mois, Suez et ses alliés franco-belges affirment détenir 52 % de la SGB et M. De Benedetti 47 % (du 4 au 22 et du 24 au 29).

4 - URSS: La Cour suprême décide la réhabilitation judiciaire de dix condamnés à mort du procès stalinien de mars 1938, dont Nikolaï Boukharine et Alexei Rykov (6, 7-8 et 9).

4-6 - LIBYE-TUNISIE: La visite à Tunis du colonel Kadhafi consacre la réconciliation tuniso-libyenne. Un sommet tripartite avec le président algérien Chadli à lieu le 8 dans le village tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef (5, 6, 9 et 10).

8 - AFGHANISTAN: M. Mikhaïl Gorbatchev annonce dans une allocution télévisée que les troupes soviétiques se retireront d'Afghanistan, en dix mois à partir du 15 mai, à condition que les négociations pakistano-afghanes, qui reprennent le 2 mars à Genève sous l'égide de l'ONU, aboutissent à un accord avant le 15 mars. Ces propositions sont accueillies plutôt favorablement, mais Islamabad demande qu'un gouvernement intérimaire soit mis en place à Kaboul avant le retrait soviétique (du 9 au 15 et du 18 au 29).

8 - AUTRICHE: La commission internationale d'historiens remet au gouvernement autrichien le rapport qu'il lui a demandé sur le passé militaire de M. Kurt Waldheim. Les silences et les mensonges du chef de l'État y sont mis en cause, même si aucune responsabilité directe dans des crimes de guerre ne lui est attribuée. Malgré la relance de la polémique provoquée par le rapport, M. Waldheim, le 15, dans une allocution télévisée, exclut toute idée de démission (du 3 au 18, 20, 23 et 27).

11-12 - CEE: Au conseil européen extraordinaire de Bruxelles, les Douze parviennent, après vingt-six heures de négociations, à un accord sur la réforme du financement de la Communauté. Le compromis obtenu sur la limitation des dépenses agricoles ouvre la voie au grand marché unique prévu pour la fin de 1992 (2, 3, 4 et du 11 au 17).

13-28 - CANADA: Les XV^e Jeux olympiques d'hiver ont lieu à Calgary. L'URSS obtient vingt-neuf médailles, dont onze d'or, la RDA vingt-cinq, dont neuf d'or, et la Suisse quinze, dont cinq d'or. La France remporte deux médailles, l'une d'or et l'autre de bronze, toutes deux gagnées par le skieur Franck Piccard (4, 6, 10 et du 13/11 au 2/11).

14 - CHYPRE: Trois cadres militaires du Fath sont tués dans l'explosion de leur voiture à Limasol. Le 15, le ferry *Sol-Phryne*, qui avait été affrété par l'OLP pour ramener vers Israël cent trente et un Palestiniens expulsés, est saboté dans le port de Limassol. Après ces deux attentats, M. Yasser Arafat menace Israël de représailles (7-8, 9, 12, 13 et du 16 au 20).

15 - FINLANDE: M. Mauno Koivisto est réélu président de la République pour un nouveau mandat de six ans (31/1-1^{er}/11, 3 et 17).

15-18 - FRANCE-CENTRAFRIQUE: Le général André Kolingba, chef de l'État centrafricain, se rend en visite officielle en France (16, 17 et 19).

16 - ÉTATS-UNIS: M. George Bush, vice-président, pour les républicains, et M. Michael Dukakis, gouverneur du Massachusetts, pour les démocrates, arrivent en tête des « primaires » du New-Hampshire, considérées comme un test dans la course à l'investiture pour l'élection présidentielle (9, 10, 13, 16, 18, 19, 20 et 25).

17 - LIBAN: Un officier américain travaillant pour l'ONU, le lieutenant-colonel Richard Higgins, est enlevé au sud de Tyr. Deux fonctionnaires de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), un Norvégien et un Suédois, qui avaient été enlevés le 5 à Saïda, sont relâchés le 1^{er} mars à Beyrouth-Ouest (6, 7-8, 9, du 19 au 24 et 28-29/11, 3/11).

18 - URSS: M. Mikhaïl Gorbatchev fait devant le comité central le bilan des difficultés rencontrées par la « perestroïka » et s'inquiète de la « confusion » qu'elle a parfois entraînée (19 et 20).

19 - NAMIBIE: Un attentat contre une banque fait vingt morts à Oshakati. Des raids de représailles sont lancés le 20 par l'aviation sud-africaine contre des bases de la SWAPO dans le sud-est de l'Angola (21-22 et 23).

19 - VATICAN: La septième encyclique de Jean-Paul II, *Sollicitudo rei socialis* (Intérêt actif pour la question sociale), est consacrée à la question du développement et de la solidarité internationale (20 et 27).

21 - CHYPRE: M. Georges Vassiliou, candidat indépendant soutenu par le Parti communiste (AKEL), remporte l'élection présidentielle avec 51,63 % des voix. Il succède le 28 à M. Spyros Kyprianou, chef de l'État depuis 1977, éliminé le 14 dès le premier tour (6, 13, 16, 20 et 23/11, 1^{er}/11).

21-22 - ÉTATS-UNIS - URSS: MM. George Shultz et Edouard Chevardnadze se rencontrent à Moscou pour préparer le prochain sommet de Moscou. Les entretiens portent surtout sur la réduction des armements stratégiques et l'Afghanistan (du 20 au 25 et 27/11, 2/11).

24 - AFRIQUE DU SUD: Les activités politiques de dix-sept organisations anti-apartheid, dont le Front démocratique uni (UDF) et la COSATU, la plus grande centrale syndicale noire, sont interdites par le gouvernement (25 et 27/11, 3/11).

24 - ESPACE: Le satellite de télévision directe ouest-allemand TV-SAT 1, lancé par la fusée Ariane le 20 novembre 1987, est déclaré hors d'usage sans avoir jamais fonctionné (20 et 27).

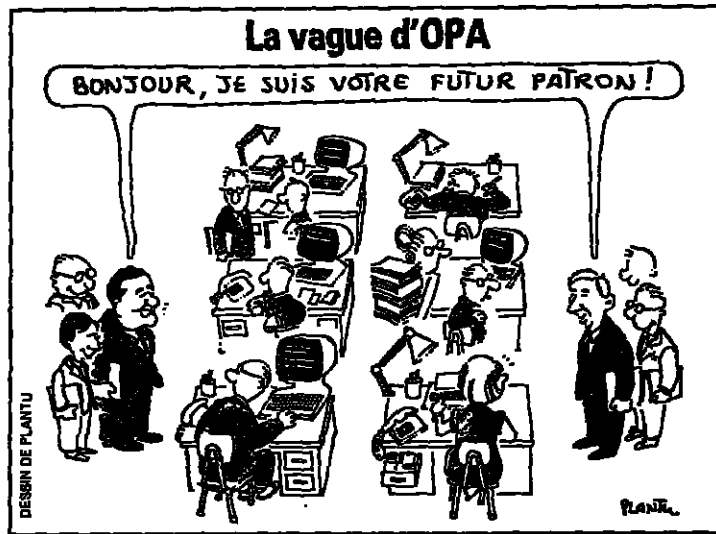
Février 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

24-26 - BALKANS: Les ministres des affaires étrangères des six pays balkaniques (Albanie, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Turquie et Yougoslavie) se réunissent pour la première fois à Belgrade (du 24 au 29).

25 - ISRAËL: M. George Shultz, secrétaire d'État américain, commence à Jérusalem une tournée au Proche-Orient alors que la révolte des Palestiniens se poursuit dans les territoires occupés.



Fin février, le bilan officiel de la répression menée par l'armée israélienne s'élève à soixante-quatorze morts depuis le 9 décembre (à partir du 2).

25-26 - FRANCE-RÉPUBLIQUE D'IRLANDE: M. François Mitterrand effectue en Irlande la première visite d'État d'un président français (27 et 28-29).

26 - PANAMA: Le président panaméen Eric Delvalle est destitué par l'Assemblée nationale, sous la pression du général Manuel Antonio Noriega, homme fort du Panama, que M. Delvalle avait tenté de limoger le 25 avec l'approbation de Washington (du 6 au 10, 17, 24 et à partir du 27).

26 - RFA: Un accord est conclu entre le patronat et le syndicat de la métallurgie afin de ramener de trente-huit à trente-six heures et demie la semaine de travail (28-29).

26 - URSS: Un appel au calme lancé par M. Gorbatchev met fin aux manifestations nation-

l'Azərbaycan : à Soumgaït le 28, des massacres font officiellement trente-deux morts (23, 25 et à partir du 27).

27 - IRAN-IRAK: La guerre des villes reprend sur l'initiative de l'Irak. De nombreux missiles sol-sol atteignent Téhéran et Bagdad (à partir du 1^{er}/11).

28 - SÉNÉGAL: Le président Abdou Diouf remporte l'élection présidentielle avec 73 % des voix. Mais le 29, après des troubles, l'état d'urgence est proclamé à Dakar, et M. Abdoulaye Wade, chef de l'opposition, qui a obtenu 25 % des voix, est arrêté (21-22, 23 et à partir du 27).

29 - CAMBODGE: Le prince Sihanouk reprend la tête de la résistance après le refus de Hanôl de négocier directement avec lui (6, 12, 18 et 23/11, 2/11).

29 - CENTRAFRIQUE: Le président Kolingba commue la peine de mort infligée à l'empereur Bokassa en travaux forcés à perpétuité (19/11 et 2/11).

CULTURE

1^{er} - Quatre cent soixante-quatre œuvres de Marc Chagall, dont quarante-six peintures, sont remises à l'État par les héritiers du peintre en paiement des droits de succession (3).

5 - La première grande exposition de peintures du Musée d'Orsay est consacrée au séjour parisien (1886-1888) de Vincent Van Gogh (4).

7 - Ouverture de la Vidéothèque de Paris dans le Forum des Halles (4).

9 - Marcel Maréchal met en scène *l'École des femmes* de Molière au Théâtre national de la Cité à Marseille, avec Aurore Doazan dans le rôle d'Agnes (17).

11 - Sayd Bahodine Majrouh, poète afghan, est assassiné à Peshawar (Pakistan), où il vivait en exil (13, 14-15 et 19).

13 - Près de trois cents œuvres d'Edgar Degas sont réunies au Grand Palais pour la plus importante rétrospective consacrée au peintre (13).

16 - M. Jacques Chirac, inaugurant l'exposition consacrée par le Centre Georges-Pompidou au « dernier Picasso » (1953-1973), annonce « l'élargissement et la modernisation » du Centre (17 et 18).

18 - *Katia Kabanova*, de Léos Janáček, est mis en scène à l'Opéra de Paris par Götz Friedrich avec Karan Armstrong et Léonie Rysanek (18 et 21-22).

19 - Mort de René Char, poète (21-22 et 27).

23 - Création de la Vieille maison, opéra de Marcel Landowski, au 4^e Festival international de chœurs d'enfants de Nantes (27).

FRANCE

1^{er} - La famille Firino-Martell accepte de vendre les cognacs Martell au groupe canadien Seagram, après la bataille boursière de six semaines entre Seagram et le groupe britannique Grand Metropolitan. A la Bourse de Paris, les projets et les rumeurs d'acquisition ou d'OPA provoquent une hausse des cours : l'indice CAC gagne plus de 20 % en un mois (du 2 au 8, 14-15, 20, 21-22 et 28-29).

1^{er}-5 - La Fédération de l'éducation nationale (FEN), réunie en congrès à La Rochelle, envisage le syndicalisme nouveau pour « l'école de l'an 2000 » (30/1, du 2 au 8 et 16).

2 - Un jeune homme, Christian Dovo, fils d'un chauffeur de taxi, est tué par un gardien de la paix en civil, Jean-Pierre Aveline, sur un parking de Marseille. L'intervention de la chancellerie, le 3, pour s'opposer à l'inculpation du policier suscite un vif émoi. Mais, le 5, Jean-Pierre Aveline est inculpé et écroué (du 4 au 9, 11, 18, 23 et 28-29).

4 - Schneider lance une offre publique d'achat (OPA) sur Télémechanique, société spécialisée dans les automatismes industriels. La direction et le personnel de Télémechanique tentent de s'opposer à l'offensive de Schneider. Une « contre-OPA amicale » est lancée le 16 par Framatome (à partir du 5).

8 - M. Raymond Barre annonce à Lyon sa candidature à l'élection présidentielle : après avoir estimé que, « pendant le septennat qui s'achève, la France a reculé », il affirme qu'« il est temps de mettre fin aux fauxsemblants [...] de prendre un nouveau départ » (du 4 au 13).

8-9 - M. François Mitterrand, en voyage officiel à la Réunion, lance un appel « à l'unité, à l'égalité, à la justice ». M. Bernard Pons a refusé de l'accompagner (du 7 au 12).

10 - M. Georges Marchais déclare, après la réunion, le 9, du comité central du PCF : « Votez Lajoie au premier tour, et si vous voulez voter Mitterrand au second tour, eh bien, faites-le ! ». Mais il affirme, le 22, que le soutien apporté par le PS à la candidature de M. Juquin « ne sera pas sans lourdes conséquences » (10, 11, 12, 23 et 24).

11 - Mort de Pierre Charpy, ancien directeur politique de la *Lettre de la Nation*, organe du RPR (13 et 17).

12 - Le tribunal correctionnel de Paris inflige des peines sévères aux membres ou complices d'Action directe qui ont comparu devant lui en janvier. Du 17 au 26, trois nouveaux procès ont lieu devant la cour d'assises spéciale de Paris : Nathalie Méniçon et Jean-Marc Rouillon, qui, comme Joëlle Aubron et Georges Cipriani, ont conservé depuis le 1^{er} décembre une grève de la faim, apparaissent d'une faiblesse extrême, mais M. Chalandon confirme que « le gouvernement ne cédera sûrement pas au chantage » (9, 11, 13, 14-15 et du 17 au 29).

13 - M. Barre reçoit le soutien du conseil national élargi de l'UDF réuni au Palais des congrès, à Paris. Le 14, invité de « Questions à domicile » sur TF1, il refuse de critiquer M. Chirac et sa gestion, mais tente d'affirmer sa différence (14-15, 16, 19, 21-22, 23 et 27/11, 1^{er}/11).

14 - Mort du Père Joseph Wresinski, fondateur de l'association Aide à toute détresse (16 et 17).

15 - Le Groupe de la Cité, numéro deux, derrière Hachette, avec 20 % du marché français de l'édition, est créé à partir du rapprochement entre la Générale occidentale, filiale de la CGE, et

CEP Communication, filiale d'Havas (du 16 au 20).

15 - Le procès dit des « médecins de Poitiers » s'ouvre devant la cour d'assises de la Vienne. Les docteurs Diallo et Archambeau et le professeur Mériel sont jugés après le décès, le 30 octobre 1984, d'une jeune femme lors d'une opération, qui aurait été dû à un sabotage du respirateur. La révélation, le 23, qu'une expérimentation a été effectuée sur un homme en état de coma dépassé suscite de vives polémiques. Le responsable de l'expérience, le professeur Alain Milhaud, chef de service au CHU d'Amiens, est suspendu par Mme Barzach de ses fonctions de médecin hospitalier (13 et à partir du 16).

16 - M. Jacques Chirac, en conclusion de son « bilan gouvernemental », après avoir affirmé que « le redressement est amorcé », estime que « la France a maintenant besoin de stabilité politique et de continuité dans l'effort » (2, 3, 6, 7-8, 9, 11, 18 et 19).

16 - Mort d'Hélène Gordon-Lazareff, fondatrice en 1945 de *Elle* (18).

17 - Mort d'Alain Savary, ancien ministre socialiste, compagnon de la Libération (18, 19 et 25).

18 - M. Lionel Jospin, invité de « Questions à domicile » sur TF1, annonce qu'il quittera la direction du PS après l'élection présidentielle (4, 13, du 19 au 23 et 27).

19 - M. Mitterrand, en visite officielle dans la Drôme, ironise sur les promesses électorales de M. Chirac : « Ça tombe de tous côtés, comme d'un jackpot où l'on gagnerait à tous les coups (...) Cessons d'entretenir ces tristes illusions » (du 19 au 23).

19 - Le gouvernement, choisissant une évaluation minimale, fixe à 7 milliards de francs le prix de la Caisse nationale du Crédit agricole, qui va être vendue aux caisses régionales (13, 21-22 et 23).

20 - Cinq dirigeants du mouvement séparatiste basque Iparratarrak, dont son chef présumé, Philippe Bidart, sont arrêtés à Boucau, dans les Pyrénées-Atlantiques (du 21 au 24 et 27).

24 - M. Michel Rocard, invité de « L'heure de vérité » sur A2, indique qu'il ne prendra pas le « risque d'affaiblir » les chances de la gauche « pour des raisons personnelles » (13, 19, 20, 25 et 27).

25 - Les deux lois sur le financement de la vie politique sont définitivement votées par le Parlement. Le PS, qui s'était abstenu en première lecture, et le PC votent contre (du 3 au 6, 13, 18, 19, 23, 27 et 28-29).

25 - Lors d'une conférence agricole extraordinaire, M. Chirac annonce que 3 milliards de francs vont être alloués aux agriculteurs : 1 milliard pour les exploitants les plus défavorisés et 2 milliards, provenant de la vente du Crédit agricole, pour un fonds d'allègement de la dette agricole (23 et 27).

25 - En janvier, le nombre des chômeurs ainsi que les prix de détail ont augmenté de 0,2 % (19, 27 et 28-29/11, 3/11).

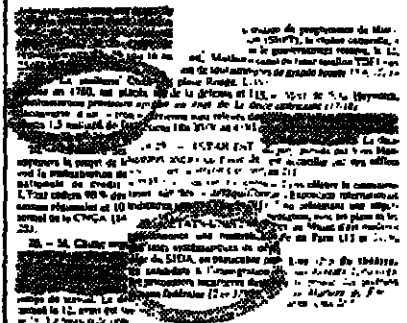
27 - Quatre membres présumés de l'ex-FLNC, dont Jean-André Orsoni, recherché par voie d'affiches depuis juin 1987, sont arrêtés près d'Ajaccio (28-29/11, 1^{er} et 3/11).

29 - M. Mitterrand intervient dans le débat sur la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN en Europe : il affirme, dans deux interviews, que l'urgence n'est pas de moderniser mais de réduire les armements au plus bas niveau possible. M. Chirac s'exprime sur le même sujet le 1^{er} mars : refusant d'engager une « polémique », il prône la « vigilance » à l'égard de l'Union soviétique (18, 19 et 28-29/11, 1^{er} et 2/11).

Edouard Masurel
L'année 1987
dans Le Monde

Préface d'André Fontaine

Un ouvrage de référence avec un index détaillé



256 pages 26 F



UN CHOIX D'ENQUÊTES ET DE REPORTAGES

- MÉDECINE : L'ère de la thérapie génétique (3).
- CAMPUS : Les métiers de la psychologie (4).
- FRANCE : Redistribution des cartes dans la FM (4 et 5).
- AFFAIRES : Les patrons boudent le patronat (6).
- RFA : Les rigidités de la cogestion (9).
- FRANCE : Un si doux hiver (10).
- FRANCE : La justice face au conflit néo-calédonien (11).
- FRANCE : L'Opéra de la Bastille (11).
- NIGÉRIA : Divisions internes et baisse des revenus pétroliers (18).
- FRANCE : L'obsession télévisuelle des candidats à l'Elysée (18).
- ÉCONOMIE : Les circuits financiers après le krach (23).
- URSS : Pratiques religieuses et « transparence » (24).
- FRANCE : Les Franco-Maghrébins et l'élection présidentielle (25).
- FRANCE : Les retombées de l'affaire de la COGEMA (27).

Le Monde
sur minitel

FLASH BACK

L'actualité de la semaine sur votre écran

36.15 TAPEZ LEMONDE puis REP

Retour au calme sur le franc

Le marché des changes à Paris était redevenu calme et serein à la veille du week-end, selon les opérateurs, après l'accès de faiblesse dont a été victime le franc le jeudi 10 mars.

La Banque de France, on le sait (Le Monde du 12 mai), s'était refusée à toute intervention, qu'elle estimait injustifiée compte tenu de l'état de l'économie française, jugé satisfaisant par le gouvernement.

« Je suis confiant », déclarait vendredi M. Edouard Balladur, ministre des finances, lors d'une visite à Arras, dans le Pas-de-Calais. Pour le ministre d'Etat, « la position des monnaies européennes les unes par rapport aux autres est bonne (...). Il n'y a aucune raison ni immédiate ni lointaine d'y toucher ».

M. Balladur a cependant rappelé qu'il considérait que le régime de changes flottants était « mauvais ». « Il faut donc sortir de ce système dans lequel on s'aperçoit que lorsqu'il y a une spéculation sur une monnaie, en l'espèce le livre sterling, cela a des répercussions sur d'autres monnaies ».

Interrogé sur l'influence que le climat électoral pouvait avoir sur le franc, M. Balladur a répondu qu'il ne souhaitait pas que « le franc soit un objet de campagne électorale ».

Sur le marché des changes, les opérateurs estiment, toutefois, que le franc est entré en période de « turbulence », la hausse rapide de la livre sterling ayant puissamment contribué à déstabiliser la situation depuis une dizaine de jours.

Le programme Euréka

La moitié des projets de recherche européens impliquent des sociétés françaises

Sur les quelque 160 projets de recherches scientifiques, technologiques et industrielles aujourd'hui recensés au titre du programme Euréka, 82 impliquent la participation d'entreprises françaises, soit de grands groupes, soit, de plus en plus, de PME innovatrices.

TOULOUSE de notre envoyé spécial

Lors de la prochaine réunion à Copenhague, le 15 juin, des ministres des dix-neuf pays européens (auxquels s'ajoute la Commission de la CEE) qui apportent leur appui à Euréka, une vingtaine au moins de nouveaux projets de participation française seront approuvés et admis dans le club. Ils devraient, pour l'essentiel, concerner les domaines, jusqu'ici insuffisamment explorés, du génie médical, des biotechnologies et, ultérieurement, de la communication et de l'audiovisuel.

Ces indications ont été fournies, le 11 mars à Toulouse, par M. Jacques Valade, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, et Yves Sillard, coordinateur pour la France des programmes Euréka, à l'occasion de l'inauguration d'un laboratoire de la Lyonnaise des eaux dans cette capitale de la technologie (sept mille chercheurs, trois cents laboratoires publics), qui a mis au point un procédé de traitement de l'eau potable par membranes.

Le groupe que préside M. Jérôme Monod s'est associé dans ce programme à la firme danoise DDS (De Danske Sukker Fabrikker) et, le 11 mars, un accord a été signé entre les deux partenaires d'origine et un troisième, la société canadienne Zéon installée dans l'Ontario. De la sorte, cette firme est une des rares sociétés non européennes à participer à Euréka. Beaucoup songent du reste, dans la foulée, à associer le Canada en tant qu'Etat aux dix-neuf membres de l'Europe occidentale. Mais la question relève d'une décision de l'ensemble des ministres concernés.

Le programme engagé par la Lyonnaise des eaux représente quelque 270 millions de francs de recherche sur quatre ou cinq ans, avec la quasi-certitude de déboucher sur des applications industrielles (1). Déjà, la filiale du groupe aux Etats-Unis, Aquachem, a signé avec le ministère américain de la défense un contrat pour la fourniture de stations mobiles, voiles aéroportées, de traitement des eaux.

Dans quelques mois, deux usines seront mises en service en France, en Haute-Saône et dans la Nièvre, selon ce procédé, et la décision vient d'être prise de construire une troisième dans le Sud-Ouest. Quant au laboratoire de Toulouse, placé sous la responsabilité d'un directeur de recherches du CNRS, il sera prochainement flanqué d'un atelier de fabrication des membranes elles-mêmes.

Un écho enthousiaste

Lancé au début de l'été 1985 par M. Mitterrand, le programme Euréka a reçu un écho enthousiaste dans la majorité des milieux industriels et universitaires, et il a fait l'objet d'un soutien actif de la part du gouvernement de M. Chirac depuis deux ans. L'Etat et les organismes publics ont dégagé 300 millions de francs en 1986 pour Euréka, 400 en 1987, et 790 millions sont prévus cette année. Insistant sur le rôle de plus en plus essentiel des collectivités locales dans l'économie, M. Valade n'a pas caché que les régions, voire les départements, pourraient judicieusement apporter, eux aussi, leur pierre au programme Euréka. Mais, après avoir relevé que les entreprises étaient allées, en 1987, pour leurs efforts d'innovation, bien au-delà de ce que prévoyait le budget de l'Etat au titre du « crédit d'impôt recherche » (1,4 milliard au lieu de 1,1), M. Valade a mis en garde contre

une inflation de projets : « Il faut que, régulièrement, des procédures d'évaluation de la crédibilité des programmes soient mises en œuvre, et cela dans un souci de gestion rigoureuse des crédits publics », a déclaré le ministre.

A ce jour, 5 % seulement des projets échouent en cours de route et ne débouchent pas sur des résultats commerciaux concrets.

La France, pour sa part, est engagée dans dix-huit opérations de robotique (par exemple, pour le nettoyage des façades des immeubles de grande hauteur), douze d'informatique, dix d'utilisation des matériaux, quatre concernant les transports (et notamment le projet Prométhée, qui réunit l'ensemble des constructeurs automobiles européens et qui vise, avec un budget colossal de 4,5 milliards de francs à améliorer la sécurité routière par l'électronique), deux dans l'océanologie (mis au point entre la France, l'Espagne et l'Islande d'un nouveau chalutier). Ce ne sont là que des exemples. Mais la question est maintenant de savoir si les clients et les consommateurs, c'est-à-dire les forces du marché, rendront un hommage conforme aux efforts qui ont été faits en amont dans les laboratoires, c'est-à-dire dans la recherche.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

En RFA

Le projet de réforme fiscale prévoit un prélèvement à la source sur les revenus du capital

Les experts des partis de la coalition au pouvoir à Bonn (Unions chrétiennes CDU et CSU et Parti libéral FDP) ont annoncé qu'ils avaient bouclé le projet gouvernemental de réforme fiscale, qui prévoit un allègement net d'impôts de quelque 20 milliards de DM en 1990 (1). Le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, présentera ce projet - qui a fait l'objet d'après négociations depuis plusieurs mois entre les trois partis gouvernementaux - le 22 mars à l'approbation du conseil des ministres. Le texte de M. Stoltenberg a été violemment critiqué à l'intérieur même de la majorité dans la mesure où, à côté d'allègements d'impôts d'un volume total de 39 milliards de

DM, il prévoit 19 milliards de DM de ressources fiscales nouvelles, souvent obtenues par la suppression de privilèges fiscaux. Les milieux financiers se sont notamment émus de l'instauration d'un prélèvement à la source de 10 % sur les revenus du capital.

Autre sujet de controverse : les rabais obtenus par les salariés de l'automobile lors de l'achat d'une voiture neuve de leur firme seront imposés. L'impôt jouera sur la base du prix catalogue moins 3 %. Cette mesure touche particulièrement les travailleurs de Daimler-Benz qui accèdent à ses salaires de rabais sur l'achat de Mercedes allant jusqu'à 22 % du prix du véhicule. - (AFP.)

(1) 1 DM = 3,40 F environ.

REPÈRES

Prix de gros Baisse de 0,2 % aux Etats-Unis en février

Les prix de gros aux Etats-Unis ont baissé de 0,2 % en février après avoir augmenté de 0,4 % en janvier, ce qui reflète, apparemment, un ralentissement de l'inflation.

Cette baisse des prix de gros, qui a surpris de nombreux analystes tablant sur une légère reprise de l'inflation, est due principalement aux prix alimentaires et des produits énergétiques qui ont, respectivement, diminué de 1,1 % et de 0,8 % le mois dernier.

En rythme annuel sur les deux premiers mois de l'année, les prix de gros ont progressé de 1,1 %.

Balance des paiements courants

La France déficitaire de 27,2 milliards de francs en 1987

La balance des paiements courants de la France a été déficitaire de 2,3 milliards de francs en décembre après 5,3 milliards en novembre. Sur l'ensemble de l'année dernière, les transactions courantes ont été déficitaires de 27,2 milliards de francs alors qu'elles avaient été excédentaires de 20,2 milliards de francs en 1986.

Marché automobile français Bon début d'année confirmé

Selon la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, le mois de février confirme les bons résultats enregistrés par le marché automobile français depuis plus d'un an. Avec 160 680 immatriculations le mois dernier (soit une progression de 4,2 % sur février 1987), ce début d'année marque une croissance de 10,2 % (à 321 304 immatriculations) sur la période correspondante de 1987.

Les étrangers améliorent leurs performances avec une part de marché de 36,4 % sur deux mois (soit une progression de 12,3 % contre 38,1 % sur l'ensemble de l'année 1987).

Le groupe Volkswagen se classe premier importateur (8,2 % du marché) devant le groupe Fiat (7 %) et Ford (6,3 %).

Le groupe PSA consolide son avance sur Renault avec une progression de 9,5 % en février et une part de marché de 35,1 % (contre 33,4 % pour 1987).

Renault recule de 2,7 % pour le même mois et voit sa part ramenée à 29,2 % (contre 30,5 %).

Fuel domestique - 22 % en janvier et février

L'hiver très clémente a eu pour conséquence une diminution importante des quantités de fuel consommées en France aux mois de janvier et de février. Au cours de ces deux mois, les livraisons de fuel domestique sont tombées à 3,98 millions de tonnes, soit 22,2 % de moins que durant les deux mois correspondants de 1987.

La baisse des livraisons de fuel lourd a été de 32 %, notamment parce que les centrales thermiques ont consommé 66 % de fuel lourd en moins.

AFFAIRES

Franchissant le seuil des 20%

Le Koweït accroît sa participation dans BP

Le Koweït a augmenté sa participation dans BP, en la portant à 21,25 %, contre 19,24 % il y a un mois. Le Koweït Investment Office (KIO) a annoncé qu'il souhaite l'accroître encore jusqu'à 22,5 %.

C'est à la faveur du krach boursier et de l'échec de la privatisation de la tranche de 31,5 % détenue encore par le gouvernement britannique que les Koweïtiens ont pu, l'automne dernier, acquérir une part importante du capital de BP.

Alors que les marchés financiers internationaux s'effondraient, le grand public n'avait pas été intéressé et KIO a pu se procurer des actions BP à un prix jugé modeste.

En portant sa participation au-dessus de 20 %, KIO franchit un seuil jugé critique voire inquiétant, non seulement par les dirigeants de la compagnie pétrolière, mais également par les pouvoirs publics britanniques.

La Chapelle-Darblay confiée aux groupes Pinault et Cascades

Selon un communiqué de la Franco-Canadienne des papiers, qui réunit le groupe canadien Cascades et le groupe français Pinault, ces derniers ont reçu, le vendredi 11 mars, l'accord du tribunal de Commerce de Nantes pour mettre en œuvre leur plan de continuation d'activité du groupe papeterier Chapelle-Darblay.

Ce plan, qui prévoit l'injection de 900 millions de francs mais aussi la suppression d'environ 300 emplois sans licenciement sec, avait été proposé fin 1987 après le dépôt de bilan de Chapelle-Darblay intervenu en novembre. Le plan de continuation prévoit l'apport de 300 millions de francs par la Franco-Canadienne des papiers, auxquels doivent s'ajouter 250 millions de francs de prêts bancaires à moyen et long terme et 350 millions de francs à court terme.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Degrémont RÉSULTAT NET BÉNÉFICIAIRE : 10,2 MF

Le conseil d'administration réuni le 10 mars 1988 a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Les éléments actuellement disponibles concernant le groupe Degrémont permettent de penser que le chiffre d'affaires consolidé devrait atteindre environ 1,6 milliard de francs, avec un résultat part du groupe un peu supérieur au résultat social.

Le chiffre d'affaires de Degrémont SA s'est élevé à 956 MF, à comparer à 977 MF en 1986. Au 1er janvier 1988, le carnet de commandes correspondait à 17 mois d'activité.

Le conseil, conformément à l'autorisation qui lui avait été donnée par l'assemblée générale mixte du 18 mai 1987, a décidé d'augmenter le capital social par une souscription réservée aux collaborateurs de l'entreprise. A cette occasion, 54 039 actions nouvelles ont été créées, portant le capital de 86 144 190 francs à 89 116 335 francs. 74 % des salariés ont choisi de devenir actionnaires de Degrémont.

EN BREF

• Bricorama, unique enseigne « bricolage » d'Euromarché. — Tous les magasins de bricolage dépendant du groupe Euromarché passeront le 22 mars sous l'enseigne unique Bricorama. En novembre 1986, Euromarché avait acquis dix-neuf magasins à cette enseigne, puis, en mai 1987, deux magasins Bricorama à Toulouse, et enfin, tout récemment, avait pris une participation dans la chaîne Vektor, gérant de douze magasins. Le groupe Bricorama, avec plus de 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires, comptera donc soixante-six magasins (dont vingt-quatre Eurolois).

• Signature de l'accord sur l'intéressement chez Renault. — Quatre syndicats (FO, CGC, CFTC et CSL) ont signé l'accord sur l'intéressement aux bénéfices proposé par la direction (Le Monde du 25 février). La somme distribuée représentera 5 % du résultat net consolidé du groupe (soit 10 % comme nous l'avons indiqué), déduction faite du versement prévu au titre d'un accord sur la participation à la Régie. Les mêmes syndicats ont signé aussi l'accord sur les salaires, qui prévoit notamment la transformation des primes exceptionnelles de mars et septembre en allocations « conventionnelles » (relevées chaque année comme les salaires). L'ensemble des mesures salariales prévues pour 1988 devrait représenter, selon la direction, une augmentation en masse de 2,54 % pour une hausse des prix prévus de 2,5 % : 0,58 % pour les deux augmentations générales de 0,5 % en février et octobre, 0,7 % pour les autres mesures collectives, 1,1 % pour les augmentations individuelles et 0,16 % de report de 1987.

• Grève des postiers parisiens les 24 et 25 mars. — Le syndicat CFTD des services postaux de Parisville a appelé les 20 000 postiers de la capitale à faire grève le 28 mars pour revendiquer l'embauche de 500 agents. L'objectif est « de donner un coup d'arrêt à la dérive » de la qualité du service, qui, selon la CFTD, annonce « un grand délabre-

ment dans les mois à venir si la politique actuelle se poursuit ». Après la suppression des pneumatiques, la réduction de la distribution des télégrammes, la CFTD dénonce « les attentes au guichet, le fait que certains quartiers ne reçoivent leur courrier qu'une fois ou deux par semaine », ou encore les projets de suppression de la deuxième distribution de courrier le matin. De son côté, le syndicat CGT a lancé un mot d'ordre d'arrêt de travail pour le 24 mars.

• Grève chez Gringoire-Brossard. — Pour des questions de salaires, la quasi-totalité des ouvriers de l'usine Gringoire-Brossard à Pithiviers (Loiret) est en grève depuis le 10 janvier. Les négociations engagées entre la direction et les syndicats CGT (majoritaire) et CFTD n'ont pas permis d'aboutir à un accord. Troisième fabricant de pâte à papier industrielle en France, la société Gringoire-Brossard appartient au groupe américain Pillsbury. Elle est dirigée par M. Victor Scherrer, auteur du livre La France paresseuse.

• VVF et Nouvelles Frontières candidatis à la reprise du Point-Mulhouse. — Deux offres de reprise sont parvenues à l'administrateur provisoire de l'association de tourisme Le Point-Mulhouse en redressement judiciaire depuis le 1er mars. Il s'agit de Villages-Vacances-Familiales (VVF), filiale de la Caisse des dépôts et consignations, et du voyageur Nouvelles Frontières. Le tribunal de grande instance de Mulhouse a repoussé au 30 mars sa décision sur une éventuelle reprise ou sur une liquidation pure et simple.

• ERRATUM. — Le décret simplifiant les conditions d'accès des consommateurs à la justice, dont nous parlions dans un article paru dans nos éditions du 11 mars sous le titre « L'accès à la justice va être simplifié pour les consommateurs », est paru au Journal officiel du 5 mars (n° 88-209 du 4 mars 1988) et non du 7 mars, comme nous l'avons indiqué par erreur.

Sur le front des OPA

M. Balladur envisage de nouvelles règles

Lors d'une visite à Arras (Pas-de-Calais), le vendredi 11 mars, le ministre de l'économie, M. Balladur, a réagi à la vague actuelle d'offres publiques d'achat (OPA) en annonçant qu'il proposerait « un certain nombre de modifications aux pratiques habituelles ». Il a notamment réaffirmé qu'il souhaitait que « l'auteur d'une OPA soit obligé de dévoiler ses intentions et de les expliquer » et que « l'entreprise objet d'une OPA ait la possibilité de tenir une assemblée générale extraordinaire pour augmenter son capital, ce qui est une façon de se défendre ».

Le ministre a précisé qu'il n'appartiendrait pas à l'administration de prendre ces mesures, mais « à des organismes tels que la Chambre syndicale des agents de change ou à la Commission des opérations de Bourse ». « Je ne crois pas que l'on puisse faire de l'Etat le juge des bonnes ou des moins bonnes OPA », a conclu le ministre.

Feu vert implicite à l'offre de BP sur Lear Petroleum

Le gouvernement britannique a donné un feu vert implicite à l'OPA de 250 millions de dollars de British Petroleum sur le groupe américain Lear Petroleum, puisque le ministre britannique du commerce et de l'industrie, lord Young, a décidé de ne pas la défer à la Commission des monopoles et fusions. Lear Petroleum, dont le siège est à Dallas (Texas), possède un réseau de collecte et de distribution de gaz naturel dans plusieurs Etats du sud et du sud-ouest des Etats-Unis.

plusieurs formules pour contraindre les ambitions de BAT Industries.

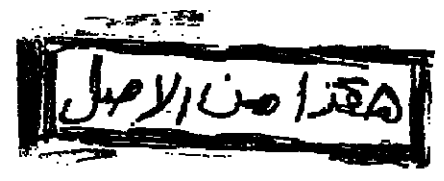
La SEPR (groupe Saint-Gobain) a réussi son opération sur le britannique TSL

La Société européenne des produits réfractaires (SEPR), du groupe Saint-Gobain, a annoncé, vendredi 11 mars, que sa filiale Quartz et Silice a réussi son OPA sur le groupe britannique TSL, spécialisé dans la fabrication de silice pure fondue (utilisée dans la chimie, l'optique, l'électronique et l'aéronautique), avec un chiffre d'affaires de 18,9 millions de livres (environ 190 millions de francs) en 1987.

Quartz et Silice a déjà acquis 28,8 % des titres et « obtenu des acceptations définitives » correspondant à 63,3 % du capital de cette société cotée à Londres. La SEPR a donc décidé de donner suite à son offre (1,35 livre par action, soit une valeur totale de 12,7 millions de livres pour TSL), lancée le 8 février dernier et close le 11 mars, et de proposer aux autres actionnaires d'acheter leurs titres pour obtenir finalement 100 % du capital.

Farmers Group rejette la nouvelle offre de BAT Industries

Le groupe d'assurances américain Farmers Group a annoncé que son conseil d'administration avait rejeté la nouvelle OPA de 4,5 milliards de dollars lancée par la filiale américaine du groupe britannique BAT Industries (tabacs et services financiers). L'offre initiale, de 60 dollars par action, avait été portée à 63 dollars. Farmers Group précise qu'il étudie actuellement



سحرنا من الاصل

Le Monde

Table with 7 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, MINITEL. Each column lists articles and page numbers.

Des évêques catholiques sud-africains protestent contre la répression

Johannesburg. — Six évêques catholiques sud-africains ont manifesté, le vendredi 11 mars, devant la cathédrale de Johannesburg pour protester contre la répression qui frappe les organisations anti-apartheid.

Interdiction du Comité de défense de la démocratie. — Les autorités sud-africaines ont interdit le samedi 12 mars au Comité de défense de la démocratie (CDD), formé le 7 mars par l'archevêque Desmond Tutu...

Les Autrichiens commémorent l'Anschluss dans la dignité et... l'indifférence

VIENNE de notre envoyé spécial

L'Autriche officielle avait fait de cette journée du vendredi 11 mars le sommet de la commémoration de l'annexion du pays par Hitler. Le gouvernement, les présidents des deux Chambres du Parlement, le chancelier Franz Vranitzky et le vice-chancelier Alois Mock ont évoqué tour à tour, dans leurs discours, les victimes, juives ou non juives, du national-socialisme en Autriche...

C'était une gageure, alors que jamais peut-être depuis la naissance de la République d'Autriche l'atmosphère n'avait été aussi délétère. Dans le sillage de l'affaire Waldheim émergent les scandales. Vienne bruit de rumeurs, chacun cherche à tirer son épingle d'un jeu que personne ne semble vraiment maîtriser...

« Démenti le plus formel » de M. André Girard

M. André Girard, ministre de la défense, a opposé, le vendredi 11 mars, dans un communiqué, « le démenti le plus formel » aux informations selon lesquelles des armements français auraient été exportés vers l'Iran après mars 1986.

M. Girard répondait ainsi à l'enquête publiée par le Nouvel Observateur du 11 mars, faisant état d'éléments trouvés par un juge d'instruction italien, M. Felice Casson, de perquisitions aux sièges des filiales italiennes de la société Luchaire (Le Monde du 12 mars).

Augmentation du nombre des détenus au 1er mars. — Les prisons françaises comptaient 51 698 détenus au 1er mars 1988 contre 50 917 au 1er février, soit une hausse de 1,52 % en un mois...

Les ventes d'armes françaises à l'Iran

« Démenti le plus formel » de M. André Girard

M. Girard répondait ainsi à l'enquête publiée par le Nouvel Observateur du 11 mars, faisant état d'éléments trouvés par un juge d'instruction italien, M. Felice Casson, de perquisitions aux sièges des filiales italiennes de la société Luchaire...

Augmentation du nombre des détenus au 1er mars. — Les prisons françaises comptaient 51 698 détenus au 1er mars 1988 contre 50 917 au 1er février, soit une hausse de 1,52 % en un mois...

Dans le Val-de-Marne Un contrôleur du travail inculpé pour avoir informé un salarié

Un contrôleur du travail du Val-de-Marne a été inculpé le 9 mars par un juge d'instruction de Créteil. Son délit ? Avoir informé un salarié, faisant à l'époque office de délégué syndical, qu'un procès-verbal pour diverses infractions au Code du travail avait été dressé à l'encontre de son employeur.

Une plainte contre X... avait été déposée par le chef d'entreprise pour violation du secret professionnel. Le juge d'instruction n'avait pas alors convoqué le contrôleur, mais entendu l'inspecteur du travail responsable de sa section. Puis il avait délivré une ordonnance de non-lieu, en accord avec les réquisitions du parquet. Peu de temps après, le chef d'entreprise faisait appel de l'ordonnance, et la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris demandait un complément d'information...

Il semble pourtant que l'employeur n'ait pas toujours eu un profond respect du Code du travail. Plusieurs fois, et depuis 1982, il a été condamné pour des infractions sur le SMIC, pour des entraves, des obstacles ou des outrages. Il a été inculpé de licencier trente-cinq personnes.

puis d'en réembaucher autant quelques mois après, sans respect des dispositions alors existantes. Il licenciera un délégué syndical CGT en 1985, dut le réintégrer après une longue procédure, avant d'obtenir son départ de quatre ans. Son remplaçant, élu délégué du personnel, est celui à qui le contrôleur du travail donna connaissance du procès-verbal à l'origine de l'affaire. Depuis, il n'y a plus de délégués CGT dans l'entreprise et diverses sections de l'inspection du travail sont intervenues pour des problèmes touchant à l'emploi d'étrangers en situation irrégulière ou proche du travail clandestin constatés chez certains de ses sous-traitants habituels.

Rarisisme, l'affaire provoque beaucoup d'émotion parmi les inspecteurs du travail à un moment où ceux-ci voient se réduire leurs attributions — notamment depuis la suppression de l'autorisation administrative de licenciement — et alors que des reproches semblables sont adressés à certains de leurs collègues dans ce même département. Ils s'en inquiètent d'autant plus que l'inculpation semble remettre en cause le principe de transparence attaché à leur intervention et reconnu par les textes.

VIETNAM : la succession de Pham Hung

Un réformateur, M. Vo Van Kiet, est nommé premier ministre par intérim

M. Vo Van Kiet, chaud partisan des réformes économiques, a été nommé premier ministre par intérim à la suite du décès de Pham Hung (Le Monde du 12 mars), a rapporté, le samedi 12 mars, Radio-Hanoi. Agé de soixante-cinq ans, M. Kiet était premier vice-premier ministre et numéro cinq du bureau politique du PC vietnamien.

La nomination de Pham Hung, le 18 juin 1987, avait été accueillie comme un compromis entre la « vieille garde » du PC, dont il était le dernier représentant au sein du bureau politique, et les partisans de l'ouverture du pays. Malade, il faisait ainsi figure d'homme de transition. Les neuf mois qu'il a passés à la tête du gouvernement ont, cependant, été l'occasion d'une accélération des réformes réclamées par le sixième congrès du PC, réuni en décembre 1986 : poursuite de l'ouverture sur l'ouest, amorce de la négociation du conflit cambodgien...

transparence » en vigueur chez l'allié soviétique et le succès des réformes économiques du voisin et ennemi chinois. Même s'il n'occupe plus que les fonctions de conseiller du comité central du PC, M. Le Duc Tho demeure généralement considéré comme le chef de file de cette tendance « dure ».

Dans les « Dossiers et Documents » du mois de mars Les clivages politiques

Bientôt l'élection présidentielle : il va falloir choisir. Pour des milliers de jeunes nouveaux électeurs, ce sera une première. Pour eux, Dossiers et Documents présente la carte de visite des partis politiques et raconte, en raccourci, l'histoire ancienne de la bipolarisation, celle de l'ordre et celle du mouvement.

acteurs sociaux semblent se mêler d'un projet de société fabriqué pour eux. Néanmoins, il faut voter. A ce stade, ce sont les classes moyennes, infidèles et versatile qui font la différence.

Les paysans

Après avoir réussi leur révolution, les paysans sont aux abois, du moins la majorité de cette classe sociale que sont la petite et la moyenne paysannerie. Dossiers et Documents explique la mutation en cours, présente différents por-

traits du monde agricole (revues disparates, amour du métier, formation des jeunes) et montre comment se profile la crise : consommation solvable stagnante, baisse du prix des terres, liquidation d'exploitations, aberrations génétiques.

La négociation de Genève Les pourparlers sur l'Afghanistan s'effritent

Pakistans et Afghans ont achevé, le vendredi 11 mars à Genève, leur deuxième semaine de pourparlers « indirects », sur un constat apparent d'échec. Malgré les surenchères habituelles et les ambiguïtés si souvent catégoriques, cette situation laisse planer l'incertitude sur l'opportunité d'un accord avant la date-butoir du 15 mars, fixée par M. Gorbatchev.

De son côté, M. Jean-François Deniau, qui s'est rendu le mois dernier à Moscou, a mis en garde les Soviétiques contre « le risque d'un nouveau Liban », dans un entretien publié par Le Nouvel Observateur. Estimant que les Soviétiques souhaitent réellement se retirer d'Afghanistan, M. Deniau, chargé par le gouvernement d'une mission d'évaluation sur le conflit, pense qu'ils ont « sûrement des arrière-pensées » ou croient « à certaines fausses solutions ».

Un nouveau championnat du monde pour les grands constructeurs automobiles

Les grands constructeurs automobiles disposeront à partir de 1990 d'un nouveau championnat du monde des voitures de production, disputé sur circuit (1). Ces compétitions programmées en alternance avec les grands prix de formule 1 pour éviter toute concurrence dans la couverture médiatique, mettront en présence des voitures ayant la silhouette de véhicules de série, construites à vingt-cinq mille exemplaires par an au minimum, mais conçues en fait à quelques unités pour la course.

Si, extérieurement, seules les modifications assurant la stabilité, comme un allongement arrière, sont permises, une grande liberté sera laissée aux ingénieurs en matière technique. Toujours dans le but de favoriser l'investissement des grands constructeurs dans la compétition, le choix du moteur est porté sur le 3,5 litres atmosphérique, également utilisé dans les deux autres championnats du monde (formule 1 et sports-prototype).

Menaces sur le Rallye Paris-Dakar

Après avoir entendu M. René Metz, directeur de course du Rallye Paris-Alger-Dakar, le comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a décidé, le vendredi 11 mars, que la durée totale de ce raid tout terrain ne devra pas excéder quinze jours à l'avenir. Le départ de la prochaine édition devra être donné au plus tard le 27 décembre pour que l'arrivée puisse être fixée le 10 janvier. Afin d'éviter toute concurrence de date, le comité exécutif de la FISA a demandé aux organisateurs du Rallye de Monte-Carlo de repousser la date de leur départ du 12 au 19 janvier 1989.

M. François LÉOTARD invité du « Grand Jury-RTL - le Monde »

Menaces sur le Rallye Paris-Dakar

Après avoir entendu M. René Metz, directeur de course du Rallye Paris-Alger-Dakar, le comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a décidé, le vendredi 11 mars, que la durée totale de ce raid tout terrain ne devra pas excéder quinze jours à l'avenir.

RAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES. PRIX TRÈS COMPÉTITIFS. 25 ans d'expérience.

FOOTBALL : la Coupe de France

Bordeaux et Marseille éliminés

Bordeaux et Marseille, finalistes de la dernière Coupe de France, ont été éliminés d'entrée, le vendredi 11 mars, en trente-deuxième de finale de cette même épreuve.

Après avoir entendu M. René Metz, directeur de course du Rallye Paris-Alger-Dakar, le comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a décidé, le vendredi 11 mars, que la durée totale de ce raid tout terrain ne devra pas excéder quinze jours à l'avenir.

Après avoir entendu M. René Metz, directeur de course du Rallye Paris-Alger-Dakar, le comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a décidé, le vendredi 11 mars, que la durée totale de ce raid tout terrain ne devra pas excéder quinze jours à l'avenir.

Le numéro de « Monde » daté 12 mars 1988 a été tiré à 519 039 exemplaires